

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA VÉRITÉ

ORGANE HEBDOMADAIRE DE LA LIGUE COMMUNISTE
 Section française de l'opposition internationale de gauche (Boucheviki-Léninistes)

ABONNEMENTS : France 1 an : 20 fr. 6 mois : 10 fr.
 Etranger 1 an : 30 fr. 6 mois : 15 fr.
 Compte chèque postal : Naville 1333-80 Paris

Abonnements d'essai trois mois :
 5 francs
 Parait le vendredi

AVANT LE REFERENDUM

Les ouvriers sarrois ne viennent ni d'Hitler ni de Daladier

Notre article de la semaine dernière avait visé juste.

Deux documents viennent d'être publiés par la Correspondance Internationale, qui établissent sans équivoque la volonté du P. C. de la Sarre de faire ouvertement le jeu de Hitler. Ils ont été commentés dans l'Humanité du 8 août.

Voici un extrait de l'appel du parti stalinien aux ouvriers sarrois :

« Les Hitler et les Goering, qui ont abandonné le Tyrol du Sud, qui vendent Dantzig à la Pologne et sont en train de se livrer à un maquignonnage honteux avec la France au sujet de la Sarre, ne sont pas des libérateurs, mais des laquais du capitalisme, qui, pour masquer leur faillite, poussent à de criminelles aventures guerrières. »

Conclusion :

« Les communistes appellent tout le peuple travailleur sarrois à la lutte pour la libération nationale et sociale de la Sarre dans le cadre d'une Allemagne socialiste soviétique. »

Que distingue-t-on derrière ces formules hypocrites ?

1. Les bureaucrates stalinistes développent leur politique national-bolcheviste. Ce qu'ils reprochent à Hitler, c'est « d'avoir abandonné le Tyrol du Sud ». Bien sûr, ils lui reprocheront de n'avoir pas encore su renverser le Gouvernement Dollfus ! Ils accusent Hitler de vendre la Sarre à la France ; c'est là une idiotie complète, mais cette accusation sert à montrer que, au sein du parti stalinien, on veut la « libération » de la Sarre.

2. Les bureaucrates appellent à la lutte pour la libération nationale et sociale de la Sarre. Ce n'est que cela, signifié au juste. Serait-il devenu partisan de l'autonomie ? Aurait-il suivi Hitler qui « maquignonne » un morceau de la patrie allemande ?

3. Pas du tout ! Ils sont partisans de la libération... dans le cadre d'une Allemagne socialiste soviétique ». Ici, le critérium n'est ni parlementaire ni diplomatique ; il est pur.

En Allemagne, c'est la terreur fasciste qui étouffe les ouvriers dans le sang ; le P. C. y est écrasé. Or est alors ce « cadre » soviétique ? Munzenberg a-t-il l'intention de transporter la Sarre dans l'Ukraine ou l'Oural ?

Peut-être ergotera-t-on que le plébiscite doit avoir lieu en 1935, et que d'ici là, l'Allemagne aura bondi du régime de Hitler au régime de Thälmann.

Mais en politique on ne peut pas partir de pareilles suppositions. On doit évaluer la situation présente dans ses traits pratiques. Or, aujourd'hui, parler de la libération « dans le cadre de l'Allemagne soviétique », cela veut dire « sous le patronage d'Hitler ». L'Allemagne soviétique joue ici le rôle du paradis des colons et n'entre pas dans le raisonnement comme une réalité politique.

Dans la résolution du P. C., on répète cette formule absurde : « Il s'agit pour vous, en collaboration étroite avec le prolétariat allemand, de lutter pour votre libération sociale et nationale, pour une Sarre rouge, dans une Allemagne socialiste soviétique. »

Mais quelle est la situation actuelle ? Chaque ouvrier sarrois, qui est exploité actuellement par une combinaison de l'impérialisme franco-allemand, comprend directement ce que signifie pour sa vie le fascisme. La politique communiste doit s'inspirer des nécessités vitales de la classe ouvrière.

Cela signifie-t-il que les mineurs de la Sarre préfèrent la domination de M. de Wendel à celle de MM. von Papen et Roehling ? Nullement. Pas plus que leur but est de dresser sur leurs épaules une bourgeoisie sarroise — et cela pouvait exister. Mais la lutte pour la libération de classe des ouvriers de la Sarre, la lutte pour le renversement du capitalisme, passe aujourd'hui par une étape particulière inévitable, par laquelle il faut donner une directive concrète immédiate.

D'un côté, le fascisme littéral menace d'instaurer le 3^e Reich en Sarre. De l'autre l'impérialisme français espère de nouveau annexer le territoire, ou tout au moins maintenir avec lui l'union douanière actuelle. Dans ces conditions, il est clair que le mot d'ordre du prolétariat doit être : « Libre disposition de la population sarroise ! Autonomie ! »

Bientôt trouve que la social-démocratie défend actuellement dans la Sarre le mot d'ordre de l'autonomie. Les communistes doivent s'emparer de cette disposition, et donner à la campagne pour la libre disposition un contenu radical, révolutionnaire.

Une telle campagne aurait une répercussion profonde, aussi en Alsace-Lorraine. Elle permettrait de lier dans une lutte commune le prolétariat français et allemand. L'agitation dans ce sens entraînerait, du côté des ouvriers les petits commerçants, employés, etc... En cas de victoire du mot

UN PLAN DE BATAILLE

Daladier prépare dans l'ombre son budget de famine. Le « Comité de Salut économique », la presse réactionnaire, exigent de lui qu'il presse un peu plus la sueur des travailleurs. Pendant l'apparente « accalmie des vacances parlementaires » se prépare une grande nouvelle vague d'assaut contre les prolétaires. On veut attacher les chômeurs, réduire les salaires et les traitements ! L'appareil policier s'apprête à resserrer sa poigne !

Daladier et son équipe essaient de continuer ce rôle sous le couvert de la « démocratie », en émaillant la résistance prolétarienne, en semant l'illusion que les choses peuvent « s'arranger ». Ces hypocrisies arrachent le pain de l'ouvrier en préchant la « pénitence ». Ils dosent leur budget en écrasant de charges le prolétariat et les travailleurs indépendants, et en maintenant des dépenses par milliards pour la guerre. Leur jeu est clair : le capital exige de faire travailler les esclaves à des conditions de plus en plus misérables, parce que c'est sa seule chance d'essayer de se sauver du marasme économique.

Mais ce gouvernement de capitalistes démagogues vient de recevoir plusieurs avertissements. Ses combinaisons de couleuvres ont été troublées. Les travailleurs montrent qu'ils riposteront au plan d'assaut de la bourgeoisie. Eux aussi doivent généraliser leur lutte et préparer leur plan de bataille !

A Strasbourg, une belle grève de solidarité, englobant 20.000 ouvriers, est venue appuyer la grève du bâtiment. Les masses ouvrières de Strasbourg et des environs ont tenu le pavé. Les gardes mobiles et la police de Daladier se sont acharnés contre les ouvriers déterminés à résister. Devant tout le prolétariat de France, les combattants de Strasbourg se sont dressés solidaires des grévistes du bâtiment ; ils ont ainsi lancé l'appel à la lutte. Car le sort des

travailleurs de Strasbourg, c'est le sort de tout le prolétariat.

Un magnifique combat est maintenant engagé par les bateliers dans le Nord. Ils s'insurgent contre une exploitation accrue. Alors que les échanges commerciaux sont ralentis, les patrons essaient d'obtenir une baisse du fret en divisant les bateliers. Ceux-ci ont réagi vigoureusement, exigent une réglementation des heures de travail. Ils ont déclenché une grève active, en barant avec leurs péniches, assemblées les canaux qui conduisent du Nord à Paris.

Daladier, surpris une fois de plus dans ses calculs, lance ses gardes mobiles, et les marins de l'Elbe. Une fois encore retentit l'appel à travailler, la bourgeoisie prépare de nouveaux plans de famine ! Organisez la solidarité, préparez-vous à entrer dans la lutte de bataille !

Enfin, contre le gouvernement se sont dressés les fonctionnaires, menacés d'une diminution uniforme de 10 % sur leurs traitements. Les congrès des instituteurs syndiqués se sont fait l'écho de la volonté de résistance de ces catégories.

Il faut attacher une grande importance à ces combats. Ils peuvent signifier un prélude à une résistance généralisée du prolétariat.

Les ouvriers en France entrent maintenant en lutte dans une situation de stabilisation de la dépression économique. Les vagues et les rafales insatiables du capitalisme tendent leurs forces pour profiter de ce mince regain. Assez de « libéralisme » ! Ils veulent l'ordre, une politique

économique nationale. Ils pressent leurs esclaves jusqu'au sang pour lutter contre leurs concurrents sur le marché mondial.

Voilà pourquoi, malgré le chômage, malgré les durs échecs du prolétariat international, c'est avec un espoir nouveau que le prolétariat français se dressera dans la lutte.

A cette bourgeoisie assoiffée de profits, qui exploite, qui opprime, qui emprisonne, qui massacre comme au Maroc, les menaces de Daladier paraissent irritantes. Assez de libéralisme ! C'est le Comité de Salut économique qui lance ses ultimatums, c'est la presse de l'ardéu qui exige « l'Etat fort » et la poigne policière, comprenant que les subtilités parlementaires de Daladier, même appuyées par les sauterelles de la garde mobile, ne suffiront plus à l'affaire.

La bourgeoisie cherche son équipe la plus capable de lancer la nouvelle offensive contre les ouvriers, contre les petits paysans. Elle prépare ses plans. Elle pèse et examine l'expérience de l'Italie, de l'Allemagne, de l'Autriche aujourd'hui. Ne perdez pas cela de vue ! Les exploitateurs, quoiqu'ils soient concurrents et adversaires entre eux, savent s'entraider, profiter de leurs expériences mutuelles dans la lutte contre la classe ouvrière. Ils savent qu'à la période du « libéralisme » arrive à son terme, et ils s'y préparent !

Et nous ? L'expérience tragique du prolétariat allemand saura-t-elle nous servir ? La classe ouvrière en France saura-t-elle tirer les leçons nécessaires et réparer les fautes commises ?

Les réformistes pleurnichent ; ils « avouent » leurs fautes, ils s'accusent, en faveur de la défaite du prolétariat allemand. Mais ils font cela pour se débarrasser de leur attachement à la démocratie bourgeoise et, en France aussi, s'apprêtent à agir avec elle.

Les bureaucrates stalinistes simplifient les choses : tout va bien ! La politique fut parfaitement juste en Allemagne ! Il n'y a qu'à recommencer ici !

Suivre ces chefs, c'est aller une fois de plus à la dérive. Or, le prolétariat a besoin pour vaincre d'un avant-garde communiste clairvoyant. Il a besoin d'élaborer avec elle un plan de bataille minutieux, fermement appliqué, et vérifié à chaque instant. C'est à cette tâche que nous voulons collaborer.

L'erreur, la faute capitale du stalinisme en Allemagne, ce fut son attitude fautive vis-à-vis des travailleurs réformistes, vis-à-vis des ouvriers organisés ailleurs qu'au Parti communiste. D'un côté la direction stalinienne s'agitait sur un programme faux, étroit et borné de « libération nationale et sociale ».

De l'autre, ils ont été incapables de se lier aux masses réformistes, aux millions de prolétaires encore imprégnés d'idées démocratiques arriérées « pacifistes » dans la lutte de classes.

Nous ne devons pas recommencer cela ! Aujourd'hui que les plans d'asservissement du capitalisme se démasquent, aujourd'hui que chaque ouvrier prend conscience plus clairement de ce qui l'oppose au capitalisme, il faut tirer implacablement les leçons de l'expérience allemande.

Nous voulons la constitution d'un bloc de résistance prolétarienne dans lequel les communistes travailleront à faire prévaloir leurs points de vue, et qu'ils s'efforceront de diriger.

Nous voulons une politique de front unique envers les organisations réformistes ! Nous voulons une politique d'unité syndicale par fusion des organisations.

Il faut dès à présent établir un programme de front unique, un programme de revendications qui puissent être satisfaites dès à présent. Défense des salaires, soutien aux chômeurs, lutte pour les libertés démocratiques ! Dans chaque lutte, à chaque occasion, il faut exiger la réalisation du front unique d'organisation. Tout ce qui peut souder le prolétariat comme classe organisée, tout ce qui peut faciliter, aider, la propagande des communistes, doit être encouragé et soutenu.

La constitution d'un bloc prolétarien dans le pays, faisant une propagande massive parmi toutes les catégories travailleuses, est la seule possibilité d'empêcher la dérive des couches paysannes et petites bourgeoisies moyennes dans la voie du fascisme.

Ici non plus, les classes moyennes ne sont pas capables d'une politique révolutionnaire indépendante. Ce qu'il leur faut, ce n'est pas un programme de libération « nationale et sociale », qui fasse concurrence aux fascistes, c'est l'attraction irrésistible qu'exercerait sur elles une lutte vraie et bien orientée du prolétariat.

Engageons-nous dans cette voie. Expliquons sans relâche la situation réelle. Faisons sans défaillance une propagande pour des idées justes. Malgré les colonnes, malgré les brimades, ce sont elles qui finiront par vaincre.

ORGANISONS LE FRONT UNIQUE

Exigeons la paix et l'évacuation du Maroc

La guerre continue à faire rage au Maroc. Les Marocains opposent une résistance farouche, et le gouvernement est obligé d'avouer des pertes considérables.

Il faut mettre un frein à l'appétit de la Banque de Paris et des Pays-Bas ! Il faut faire cesser le massacre ! Il faut évacuer le pays !

Tels sont les cris qui doivent retentir dans le prolétariat français, qui doivent unir les travailleurs contre le militarisme criminel.

Pour commencer, nous devons tenir un meeting, qui pose devant les ouvriers la nécessité d'une campagne organisée. Pour la tenue de ce meeting nous nous sommes adressés à la Fédération Socialiste de la Seine, au Parti communiste et au P. U. P. Nous ferons connaître les réponses reçues et les détails sur l'organisation prochaine du meeting.

La Conférence des organisations socialistes en dehors de la 2^e et 3^e Internationale

Dimanche 27 et lundi 28 août se tiendra à Paris une conférence entre les organisations socialistes qui se trouvent en dehors de la deuxième et de la troisième internationale. Les invitations pour cette conférence ont été lancées par l'Indépendant Labour Party, qui a cru nécessaire de la rendre le plus large possible.

On ne connaît pas encore la liste complète des participants, mais on peut dire qu'elle sera maintenue à Paris, certain que se rencontreront à Paris les représentants des organisations suivantes : 1^o L'Indépendant Labour Party (Angleterre) ; 2^o le Socialistiche Arbeider Partij (Allemagne) ; 3^o Le Parti Socialiste Révolutionnaire (Hollande) ; 4^o L'O.S.P. (Hollande) ; 5^o le N.A.P. (Parti ouvrier de Norvège) ; 6^o Le Parti suédois (brandierien) ; 7^o un groupe polonais ; 8^o le Parti Socialiste Italien (maximalistes) ; 9^o le P. U. P. français et, parait-il, l'organisation de Schaffhausen (Suisse). Notre organisation internationale participera aussi à cette Conférence.

Comme on le voit, il s'agit, pour le moment, d'organisations qui sont loin d'avoir un programme et une orientation communs. A côté des organisations franchement communistes comme la nôtre et le Parti hollandais (groupe Sneevliet), nous avons des organisations qui tout en étant indépendantes sont tout à fait réformistes comme, par exemple, le Nap norvégien qui compte 100 mille membres et qui est orienté vers la constitution d'une « Internationale » scandinave. Nous avons aussi le P. U. P. français dont la caractérisation n'a pas besoin d'être répétée pour nos camarades et pour les lecteurs de notre journal. Entre ces deux extrêmes, des organisations et des partis intermédiaires qui évoluent soit vers la gauche, soit vers la droite.

Selon les organisateurs, le but de la Conférence est celui de créer, entre les organisations participantes une « Union de travail », qui doit laisser intacte leur autonomie respective. D'autre part, la Conférence devrait examiner des problèmes comme celui du boycott de la guerre et devrait en même temps préparer la convocation d'une Conférence ultérieure dont les participants doivent être encore indiqués.

Comme on l'a dit, notre organisation internationale participera à cette Conférence. Sa délégation s'efforcera d'y apporter toute la collaboration possible dans le but d'atteindre les meilleurs résultats dans l'intérêt du mouvement révolutionnaire et du prolétariat.

Néanmoins une question se pose, absolument nette selon nous, et à laquelle il faudra, d'une manière ou d'une autre, répondre. C'est la suivante : Vers quoi nous orientons-nous ?

Les événements d'Allemagne ont démontré la faillite complète et irrémédiable de la deuxième et de la troisième internationales. C'est la première constatation à laquelle devrait arriver la Conférence. Laisser dans l'ombre un tel problème, ne pas y répondre franchement, ne pas en tirer toutes les conséquences, signifierait voter la Conférence elle-même à un échec complet. Or ce n'est pas de nouveaux échecs dont a besoin l'avant-garde prolétarienne.

De cette constatation doit résulter la nécessité de la création d'une nouvelle internationale, capable de remplir les tâches devant lesquelles a failli la deuxième internationale déjà en 1914, et devant lesquelles a failli la troisième en 1933. Nous croyons que s'il y a des organisations à la Conférence qui ne reconnaissent pas la nécessité de cette tâche, mieux vaudrait qu'elles se retirent pour laisser aux autres la possibilité de marcher plus rapidement en avant. Evidemment, il ne peut s'agir de décréter la constitution d'une nouvelle internationale à

A bas les déportations !

Résolution adoptée par le Congrès de l'Enseignement unitaire

Le Congrès de la Fédération de l'Enseignement Unitaire s'élève contre l'incarcération, puis la déportation sans aucune accusation précise ni jugement quelconque de l'écrivain et militant révolutionnaire VICTOR SERGE, auteur du plus beau livre en langue française sur la Révolution russe et la naissance de celle-ci.

Le Congrès estime que les critiques prolétariennes et révolutionnaires d'ordre constructif formulées très modérément par Victor Serge dans ses livres à l'égard de pratiques et de mots d'ordre qui prévalent en U.R.S.S. ne sauraient être un motif avouable et suffisant pour justifier une déportation de trois années.

Pour ces motifs le Congrès demande l'élargissement de Victor Serge avec le droit de retour en France pour lui et sa famille, droit qui lui est refusé.

Le Congrès s'élève en même temps et à nouveau contre la déportation de auteurs éprouvés de la Révolution russe comme RIAZANOV, RAKOVSKY et tant d'autres.

Il proteste également contre l'exil et la suppression de la nationalité russe au compagnon de Lénine, LEON TROTSKY, l'un des artisans de la Révolution d'octobre. Il réclame des gouvernements bourgeois et à plus forte raison des organisations ouvrières le respect sacré du droit d'asile à son égard et proteste contre les assertions, les attaques et même les provocations portées sur lui par des partisans de la Révolution russe qui peuvent ne pas partager ses vues mais qui sont tenus de reconnaître et de respecter sa haute personnalité révolutionnaire.

Faites un grand effort de solidarité pour les émigrés allemands !

La Défense du 11 août écrivait ceci : « Ecoutez aussi le compère trotskyste : « Aidons les émigrés allemands, envoyons-les votre obole !... Sinistres farceurs... Leur duperie est trop grossière. Les travailleurs y répondent comme il convient : 236 francs pour leur semaine, annonce leur journal. A quoi servira cette somme ? A entretenir les quelques calomnieux antisoviétiques qui glapissent de l'union du « fa-

meux Trotsky » l'unité du gouvernement français ».

Telle est la prose insultante pour les révolutionnaires émigrés qui s'étale sous la plume des bureaucrates engraisés.

Quoiconque n'est pas stalinien n'a à attendre des bureaucrates que la canaillerie et l'injure. Nombreux sont même les membres du parti officiel qui nous font part de leur indignation des méthodes de « secours » à ces gens.

Les sommes que nous réunissons sont modestes, mais ce sont les contributions de travailleurs qui luttent dans les conditions les plus pénibles, à l'avant-garde du mouvement révolutionnaire, pour leurs frères de classe qui subissent la terreur fasciste.

Disons que ces sommes sont tout à fait insuffisantes. Nous avons un besoin urgent d'argent. Des camarades dénués de toute ressource arrivent encore. Nous devons les aider. Les premiers fonds réunis ont été rapidement épuisés. Il nous faut une aide immédiate !

Que tous ceux qui sont en vacances, tous ceux qui jouissent du nécessaire, nous envoient immédiatement leur obole !

La solidarité internationale ne doit pas être un vain mot. Dans la défaite momentanée nous avons le devoir de soutenir nos camarades qui sont dans le dénuement le plus complet.

Nous attendons de tous un effort urgent, indispensable !

Adressez votre souscription au Comité chèque postal : Naville 1333-80. Paris. Ou à la Vérité, 23, rue des Vinaigriers.

APRES LE CONGRES DE L'ENSEIGNEMENT UNITAIRE

II. - La Fédération restera-t-elle à la C.G.T.U. ?

I. - LA BATAILLE DES TENDANCES

(suite)

Le camarade de Bruhat (stalinien) déclara que le Congrès, mettant aux prises des fractions politiques, faisait apparaître la Fédération comme un véritable parti syndicaliste.

Un fait particulier souligne cette situation : c'est que la majorité fédérale, la direction de la Fédération, n'adhère à aucune formation politique.

Non, aucune organisation digne de s'appeler révolutionnaire ne manquera de se délimiter avec toute la netteté qu'exigent les circonstances ; de la position des pupilles, la voie du P. U. P. et celle de la révolution s'éloignent toujours plus.

L'avenir montrera incontestablement que notre attitude a été claire. Que ce soit au sein de la C. G. T. U., dans la C. G. T. ou à la Fédération autonome des fonctionnaires, le travail futur des communistes (et non des bureaucrates staliens) nécessitera l'action d'une fraction habile et patiente.

II. - LA FEDERATION RESTERA-T-ELLE A LA C. G. T. U. ?

Pour les staliens, le problème de l'unité syndicale est purement académique. Ils sont pour l'unité syndicale. Bouthonnier, puis Barne vinrent le répéter à la tribune. Barne fut particulièrement affirmatif : « Si vous parlez de fusion syndicale, vous faites croire qu'on peut s'unifier avec Jouhaux, vous donner confiance en lui... »

Dans la majorité fédérale, deux courants se sont dessinés. L'un maintient le mot d'ordre du « Congrès de fusion sur la base de la lutte de classes », et l'autre, avec le syndicat du Morbihan, préconise, devant le refus de la C. G. T. U., d'approuver la fusion nationale, les fusions partielles.

Les votes furent les suivants : Bureau fédéral, 184. Ligne syndicaliste, 19. Majorité confédérale, 174. Morbihan (Rollo), 31 dor. 4 avec réserves.

Comme on le voit, la majorité du Bureau Fédéral, devient ici toute relative. Il est probable que le Congrès Confédéral apportera une clarté définitive, et permettra à toute la Fédération de prendre position.

Lorsqu'eut lieu le vote sur le retrait de la parole à Gilton, les leaders staliens précéderent : on vote pour ou contre la C. G. T. U.

En réalité, les bureaucrates confédéraux peuvent de moins en moins tolérer dans la C. G. T. U. une direction fédérale en désaccord avec leur politique. C'est pourquoi le problème se résume pour eux à « chasser les opportunistes », à scinder au besoin la Fédération, pour posséder coûte que coûte des syndicats d'instituteurs dociles.

A cela, que répond le Bureau Fédéral ? Jusqu'à présent, et encore au Congrès de Reims, il s'est maintenu sur la plate-forme que nous avons critiquée dans notre résolution. Or, cette plate-forme se révèle à

la longue manifestation fautive. Un congrès de fusion ? parfait ! Mais à quelles conditions ? Le B. F. exige la reconnaissance et la pratique de la lutte de classe, et évidemment un régime de démocratie syndicale réelle. Mais si nous cherchons à réaliser l'unité syndicale, n'est-ce pas pour amener les syndicats réformistes à pratiquer la lutte de classes que leurs dirigeants sabotent ? Comment exiger la reconnaissance préalable de ce qui est précisément un but à atteindre ?

D'autre part, le Bureau Fédéral n'a rien fait pour défendre activement cette position dans la C. G. T. U. Pas une brochure de propagande n'a été éditée, aucune réunion, aucune campagne, aucun travail préliminaire auprès du S. N. n'a été fait dans ce sens.

C'est pourquoi, devant la résistance obstinée de la C. G. T. U. devant la stérilité de la plate-forme de fusion du B. F., un courant s'est dessiné qui préconise la fusion partielle. C'est celui que nous exprimâmes, et qui risque de gagner du terrain dans la Fédération.

Ainsi, par une série de détours, c'est l'attachement même à la C. G. T. U. qui s'est trouvé mis en cause. Comme nous l'avons dit, la question peut être posée après le Congrès Confédéral et une proposition peut être faite en vue du prochain Congrès : fusionner avec le S. N. ou adhérer à la Fédération autonome. A Reims, le Congrès repoussa la proposition du syndicat de la Seine demandant une modification de la structure de l'organisation syndicale.

Or, cette proposition est celle qui sera faite au Congrès Confédéral. Elle sera évidemment adoptée, et rendue obligatoire. Que fera alors la Fédération de l'Enseignement, qui l'a repoussée à son congrès ? Il n'est pas impossible qu'il y ait là un motif de rupture.

A notre avis — et c'est ce que nous avons dit dans notre intervention, — la devise du Bureau Fédéral est de reviser sa position en adoptant une plate-forme de fusion sans équivoque, et de la défendre activement. Seul le résultat de cette campagne activement menée permettra de juger ensuite l'orientation à prendre. Un tract largement diffusé devrait être édité. Pour le Congrès confédéral, les propositions concrètes devraient être établies. En liaison avec le Congrès confédéral, des syndicats de l'Enseignement devraient mener une campagne active de toutes unions locales et régionales : la Fédération devrait éditer une brochure officielle sur cette question. En un mot, le B. F. devrait venir à Hyères au terme d'une large agitation, et forcer le Congrès confédéral à répondre aux questions posées.

« Ces propositions sont souhaitées pour intervenir l'expérience allemande, qui est une source inépuisable et pénible d'enseignements politiques. N'est-il pas vrai que la politique des syndicats rouges en Allemagne a facilité l'adhésion des bureaucrates réformistes ? Bien entendu, l'unité syndicale n'est pas par elle-même une garantie de victoire. La garantie suprême reste la politique du parti communiste dans le prolétariat en général et les syndicats en particulier. Mais il est incontestable que la réalisation, la mise à conséquence pour l'unité syndicale, a deux avantages énormes : d'abord, elle permet à l'avant-garde d'influencer une plus grande masse arriérée, avec laquelle elle reste liée, par les liens de l'organisation ; ensuite, elle montre à tout le prolétariat que cette avant-garde combat toujours pour rassembler les masses ouvrières dans sa lutte, par-dessus leur état d'organisation transitoire, même arriéré, mais au contraire, en tenant compte.

Tels sont les principes qui peuvent, au lendemain du Congrès de Reims, guider la Fédération dans la voie de l'Unité syndicale.

(A suivre)

ELECTIONS

Où est donc passé le parti Communiste ?

Dimanche dernier, deux élections législatives ont eu lieu, l'une à Mortagne, centre paysan réactionnaire, l'autre à Bar-le-Duc, centre commerçant et ouvrier.

Voici les résultats, pour Bar-le-Duc : Chanoine Polinann, Un. Nat. 6.734 voix Mathiot, indép. de gauche 2.393 —

Voici ceux de Mortagne : Marcel Fleury, concentration républicaine (C.R.D.) 9.302 ELU Garnier, radical-socialiste 4.892 voix Blanc, radical indépendant 2.235 —

Il y a un recul considérable du socialisme. En même temps, la comparaison avec 1932 montre une croissance des voix réactionnaires.

C'est là une preuve incontestable qu'il existe dans certaines régions un fort courant de désaffection vis-à-vis des partis ouvriers, et que le mécontentement va grossir en partie les rangs des partis conservateurs un attentif qu'il trouve sa voie vers le fascisme.

Deuxième conclusion : LES CANDIDATS COMMUNISTES ONT DISPARU ! Cela peut sembler étrange, mais c'est ainsi. En 1932, les candidats communistes obtinrent 340 voix (Bar), et 93 (Mortagne). C'était infime, mais cela existait.

En 1933, dans ces deux circonscriptions qui englobent 40.000 électeurs, il n'y a plus un seul candidat et plus une seule voix communiste ! Il ne faut pas se nourrir d'illusions. Des faits comme ces élections sont démonstratifs. La classe ouvrière a besoin de retrouver une orientation de reprendre espoir. Nous devons nous réveiller, le désorienter. A nous de lutter pour reconstituer un courant communiste puissant.

Dans l'émigration polonaise

Les staliens polonais ont organisé dimanche dernier, une réunion de solidarité en faveur du mouvement paysan qui prend maintenant une grande extension en Galicie (Pologne), où les luttes sanglantes entre quelques milliers de paysans qui protestent contre la parcelle d'impôt et les sbires pilsudskystes ont eu lieu.

Dans leur tract pour la réunion, les staliens comme d'habitude se sont adressés aux ouvriers « de toutes tendances pour constituer le front unique ». Une quarantaine d'ouvriers de la localité étaient présents. Après l'exposé grandiloquant d'un stalinien qui racontait que « des centaines de milliers de paysans fraternisant avec les soldats révoltés se sont insurgés » et qu'il faut être prêt à lutter (ne proposant aucune action concrète) pour instaurer (en parole) la république soviétique, la discussion devint commode.

Malgré l'attitude provocante du président qui n'a pas permis à un de nos camarades oppositionalistes d'exprimer, sous prétexte que « c'est un traître qui touche des dollars », deux de nos camarades obtinrent la parole et stigmatisèrent toute la politique criminelle de stalinisme qui a amené le prolétariat allemand à une catastrophe et qui ne peut qu'aboutir aux mêmes désastres dans les autres pays. Ils rappellent les actes « révolutionnaires » de Rakel et Hanezki en Pologne et affirmèrent que malgré les colonnes, l'opposition de gauche poursuivra sa lutte opiniâtre contre la bourgeoisie.

Malgré l'attitude provocante du président qui n'a pas permis à un de nos camarades oppositionalistes d'exprimer, sous prétexte que « c'est un traître qui touche des dollars », deux de nos camarades obtinrent la parole et stigmatisèrent toute la politique criminelle de stalinisme qui a amené le prolétariat allemand à une catastrophe et qui ne peut qu'aboutir aux mêmes désastres dans les autres pays. Ils rappellent les actes « révolutionnaires » de Rakel et Hanezki en Pologne et affirmèrent que malgré les colonnes, l'opposition de gauche poursuivra sa lutte opiniâtre contre la bourgeoisie.

Nos camarades furent applaudis par une bonne partie des ouvriers qui ne comprennent pas pourquoi on les traite de contre-révolutionnaires. Les staliens qui ne peuvent pas supporter une honnête discussion déclenchèrent à la fin une bagarre donnant quelques coups à deux de nos camarades et déchirant une chemise à un chômeur, depuis longtemps sans travail.

DANS LE 15^e RAYON PARISIEN

La situation des organisations ouvrières

Sur la grève Citroën, on signale un peu partout le manque de liaison du parti comme organisation avec la grève.

Le rayon, certes, était sans direction à ce moment. Les initiatives des cellules pour la grève ont été toutes sporadiques.

Le travail énorme dépeché par les militants du parti travaillant chez Citroën au cours de la grève a dans le Comité de grève aurait pu être beaucoup plus efficace s'il avait été lié à un travail d'ensemble du parti dans le 15^e. En dehors de ces constatations, les camarades s'épouventent politiquement personnelles. Certains regrettent qu'une proposition faite à Marcrau Pivert de former un Comité de soutien de la grève, refusée par lui, n'ait pas eu la publicité nécessaire et n'ait pas été utilisée pour dénoncer le rôle joué par les socialistes pendant la grève.

« Signons aussi que les camarades voient dans l'absence de comité intersyndical dans le 15^e ce qui fut l'obstacle à l'élargissement de la grève.

L'unanimité se fait pour dénoncer la « fuite » commise au cours de la grève : pour retrouver les communistes grévistes, le parti n'a rien trouvé de mieux, en pleine grève, que de mesurer la provocation à la convocation par l'Union des communistes de chez Citroën au 150, rue LaFayette.

Une motion détaillée élaborée par une Commission politique eût la conformité et essai de satisfaire les uns et les autres, mais ne réunit pas l'unanimité.

Evitement, il y a encore dans le parti des camarades qui, bien qu'encore imbus des formules inopportunes à bureaucratiques de la politique stalinienne, voient à peu près ce qu'il y a à faire : évidemment, ce ne sont pas les bonnes volontés qui manquent chez les militants ouvriers de la base : ça non !

Le jour où les poignées de bons communistes qui restent dans les rayons commenceront à comprendre que tout le travail dépeché depuis tant d'années pour des résultats solidement aussi lamentables, ça ne peut tout de même pas être mis éternellement sur le dos du manque d'organisation et de la mauvaise application de la base, tandis que la politique des hautes sphères restera toujours juste et infaillible, l'assise du parti stalinien craquera. Dès lors, un peu partout on trouve des camarades qui, ne relevant plus la tête parce que les moules du parti la tiennent sous le joug depuis des années, commencent cependant à réfléchir au bilan réel de la politique de l'I. C. au contenu réel des succès du grand stratège Staline « chef du prolétariat mondial ». A ce qu'est réellement une politique révolutionnaire. Relevez Lénine, camarades ! et confrontez-le avec la politique actuelle de l'I. C. !

L'unité syndicale chez les mineurs

Un correspondant des centres mineurs du Pas-de-Calais nous écrit :

Vous croyez peut-être à un effort monstre des propositions d'unité des mineurs confédérés. Des mineurs ont, en effet, fait un effort pour continuer avec vieux syndicat des mineurs qu'ils n'y prêtent pas attention.

Le syndicat unitaire étant réduit à 1.200 adhérents, il ne se trouve plus dans ses rangs que des partisans de la « ligne juste » ou des syndiqués du ventre, quant aux inorganisés, il préfère la faction communiste, cela leur permet de passer à côté du syndicat et d'être pris au sérieux par les communistes qui ont en fait la passion de ces irréductibles à l'organisation, en fait de électeurs pour les candidats de la C. G. T. U. dans les élections corporatives.

Du côté confédéré il y a une puissante organisation syndicale : plus de 30.000 membres. Malgré sa puissance elle ne représente pas la majorité des mineurs et ne veut pas entendre parler des inorganisés, ses multiples trahisons antérieures font que leurs propositions ne trouvent aucun écho, et puis leur mollesse à défendre le congrès de fusion n'avance pas d'un pas l'unité... Malheureusement, on doit dire à personne de fait effort pour l'unité, par le fait que l'unité c'est la lutte et la lutte on n'en veut pas, le mouvement est affaibli et on craint la répression plus que jamais. C'est pourquoi les propositions réformistes ont eu un effet nul pour l'instant. Il faudrait des élections corporatives générales pour consoler la température.

AVIS aux Rédacteurs

La Commission de rédaction se réunira samedi, à 19 h., comme d'habitude. Tous les camarades qui en sont membres doivent y assister.

Nous rappelons à nos camarades de province, que les articles, notes ou comptes rendus doivent parvenir au journal au plus tard le mardi soir. Nous insistons pour qu'ils tiennent compte de cet avis et multiplient l'envoi d'articles et de chroniques.

Nous sommes obligés cette semaine de réduire notre numéro à deux pages ! Cela doit être pour chacun de nos lecteurs un coup de fouet qui lui fasse comprendre la nécessité d'un aide actif.

Envoyez-nous dès cette semaine votre souscription !

Imprimerie Centrale de la Bourse 117, rue Beaurevoir, Paris (2^e)

Travail exécuté par les ouvriers syndiqués

La Gérant : P. Frank.

L. TROTSKY

Perspectives allemandes

(Suite du précédent numéro)

En face de ces faits la bureaucratie, recherchant des points d'appui pour des perspectives optimistes, passe du subjectivisme qui lui est propre à un fatalisme achevé. Que l'état d'esprit des masses même soit déprimé, peu importe, le national-socialisme sautera bientôt en l'air par ses propres contradictions. Hier encore on écrivait que tous les partis de l'Allemagne, des nazis à la social-démocratie inclusivement, ne présentaient que des variétés de fascisme, en exécutant un programme commun. Maintenant tous les espoirs se portent sur les contradictions dans le camp dirigeant. Le conflit entre Hitler et Hugenberg occupe une place, à laquelle prétendit en vain son temps, l'anliganisme entre Hitler et Weis. Le heurt des détachements de combat des nazis et de leurs comités d'entreprise, sous le gouvernement de Hitler, est tenu pour prochain ou compte par certains et par moi. Réformiste et fasciste sont des jumelés ; en revanche un fasciste déshanché et un fasciste qui s'est élevé au pouvoir sont des antipodes.

Les nouvelles fautes de calcul politique ne sont pas moins grossières que les anciennes. L'opposition de des anciens partis du capital au national-socialisme n'est pas plus que la résistance instinctive du main-d'œuvre, à qui le « toubib » arrache une dent gâtée. Des télégrammes arrivés à l'instant parlent de l'occupation par la police de tous les locaux du parti national-allemand. Les événements suivent leur feuille de route. Le conflit Hitler-Hugenberg n'est qu'un épil-

sové dans la concentration de tout le pouvoir dans les mains de Hitler. Pour remplir sa mission le fascisme doit se fondre avec l'appareil d'état.

Il est bien vraisemblable que dès maintenant de nombreux combattants fascistes ne sont pas contents ; on ne leur a même pas permis de piller, comme il convient. Mais quelles que soient les formes aiguës que prenne ce mécontentement, il ne peut devenir un facteur politique sérieux. L'appareil étatique brisera les prétentions rebelles par parties, reformera les détachements peu sûrs, corrompra les sommets. Le dégrèvement de larges masses de la petite bourgeoisie, à généralement parler, est absolument inévitable. Mais il se produira à des moments divers et sous des formes diverses. Les explosions de mécontentement peuvent dans certains cas précéder la chute des couches les plus pauvres trompées par le fascisme dans un état de marasme. Il ne peut être question d'attendre de là dans aucun cas une initiative révolutionnaire indépendante.

Les comités d'usines nationaux-socialistes dépendent incomparablement moins des ouvriers qu'en dépendaient en leur temps les comités réformistes. Dans une atmosphère de ranimation commençante, même les comités d'usines fascistes, il est vrai, pourraient devenir les points d'appui de l'offensive des ouvriers : le 9 (22) janvier 1903 l'organisation ouvrière créée par l'Okhrana tsariste devint pour un jour un levier de la révolution. Mais maintenant alors que les

ouvriers allemands traversent un déshuillement et une humiliation douloureuse, il serait absurde d'attendre qu'ils se mettent à une lutte sérieuse sous la direction de bureaucrates fascistes. Les comités d'usines seront sélectionnés d'en-haut et dressés à dupier et à compter les ouvriers. Il ne faut pas se laisser tromper. Une défaite couverte par des illusions équivaut à une perte. Le salut est dans la clarté. Seule une critique impitoyable des propres fautes et erreurs peut préparer la grande revanche.

4. Perspectives justes et politiques réalistes. On peut juger à l'expérience que le fascisme allemand travaille à des rythmes rapides en comparaison avec les rythmes italiens : ce n'est pas seulement grâce au fait que Hitler s'appuie sur l'expérience toute achevée de Mussolini, mais surtout à cause de la structure sociale supérieure de l'Allemagne et de la grande acuité de ses contradictions. De là on peut tirer la conclusion que le national-socialisme au pouvoir s'usera plus rapidement que son précurseur italien. Mais dans sa dégenérescence et dans sa décomposition, le national-socialisme ne peut tomber de lui-même. Il faut le renverser. Le changement de régime politique de l'Allemagne actuelle est impossible sans insurrection. Actuellement, il est vrai, on ne s'approche pas encore directement et immédiatement de l'insurrection ; mais quelles que soient les voies sinieuses par lesquelles passera le processus, il aboutira inévitablement à l'insurrection.

La petite bourgeoisie, on le sait, est incapable d'une politique révolutionnaire indépendante. Mais la politique et l'état d'esprit de la petite bourgeoisie ne sont pas indifférents pour le sort d'un régime créé avec son concours. La déshuillement et le mécontentement des masses intermédiaires transformeront le national-socialisme, comme elles ont déjà transformé le fascisme, d'un mouvement populaire en un appareil policier.

Quelle que soit la force de cet appareil en lui-même, il ne peut remplacer le torrent vivant de la contre-révolution, qui pénètre par tous les pores de la société. La dégenérescence bureaucratique du fascisme marque le commencement de sa fin.

A ce stade, cependant, on doit rencontrer une nouvelle difficulté : sous l'influence des défaites s'hypertrophient dans le prolétariat les centres rétentifs. Les ouvriers deviennent circonspects, méfiant, expectants. Que l'éruption volcanique de la réaction ait pris fin ! Mais la levée hégés de l'état fasciste rappelle avec trop de menace ce qui s'est passé. Telle est la situation politique de l'Italie actuelle. Pour employer la terminologie de la conjoncture économique, on peut dire que la déshuillement et le mécontentement de la réaction petite-bourgeoise préparent le moment où la crise aiguë du mouvement ouvrier se transformera en une dépression, qui devra par la suite, à une certaine étape, faire place à une ranimation. Essayer de deviner actuellement par avance quand et sous quels mots d'ordre commencera la ranimation serait une occupation vaine : même les stades du cycle économique ont été d'autant plus vrais pour les étapes du développement politique.

Pour un organisme qui a traversé une grave maladie, des soins habiles sont particulièrement importants. Chez les ouvriers, sur qui a passé le rouleau compresseur du fascisme, une tactique aventuriste doit provoquer inévitablement une rechute d'apathie. C'est ainsi que l'agiotage boursier prématuré entraîne fréquemment une récidive de la crise. L'exemple de l'Italie montre qu'un état de dépression politique, surtout avec une direction révolutionnaire fautive, peut traîner pendant des années. Une juste politique exige non pas qu'on impose au prolétariat une feuille de route artificielle, mais qu'on fasse naître une perspective et des mots d'ordre de lutte de la vivante dialectique du mouvement. Des impulsions favorables extérieures peuvent aigrir extraordinairement certains stades du processus : il n'est absolument pas obligatoire que la dépression traîne pendant des années comme en Italie ! Cependant, il est impossible de sauter par-dessus les étapes organiques d'une montée de masses. Accélérer, sans essayer de sauter — c'est ici tout l'art d'une direction réaliste ! Une fois dégagée de dessous la chaîne de plomb du fascisme, le mouvement ouvrier peut même dans un délai relativement court faire un large bond. C'est seulement après ceci et seulement sous la direction du prolétariat que le mécontentement de la petite bourgeoisie pourra prendre un caractère politique progressif et établir une situation favorable pour la lutte révolutionnaire.

Les classes dirigeantes auront à se rencontrer avec l'envers de ce processus : en perdant appui dans la petite bourgeoisie, l'état fasciste se révélera un appareil d'oppression extrêmement incertain. Les politiciens du capital auront à s'orienter de nouveau. Les contradictions au sein des classes possédantes éclateront à l'extérieur. En face du front des masses passées à l'offensive, chez Hitler l'arrière se montrera incertain. Ainsi se formera une situation immédiatement révolutionnaire, qui annoncera la dernière heure du national-socialisme.

Cependant, avant que le prolétariat puisse de nouveau passer devant lui de grandes tâches, il doit faire le bilan du passé. Sa formule la plus générale est : les anciens partis ont péri. Une mince minorité d'ouvriers dit des maintenant : il faut préparer un nouveau parti. La mollesse répugnante de la social-démocratie et l'irresponsabilité criminelle du pseudo-bochevisme officiel flamberont dans le feu de la lutte. Messieurs les nazis ont parlé de la race des guerriers. L'heure sonnera, où le fascisme se rencontrera avec la race invincible des lutteurs révolutionnaires.

lectique du mouvement. Des impulsions favorables extérieures peuvent aigrir extraordinairement certains stades du processus : il n'est absolument pas obligatoire que la dépression traîne pendant des années comme en Italie ! Cependant, il est impossible de sauter par-dessus les étapes organiques d'une montée de masses. Accélérer, sans essayer de sauter — c'est ici tout l'art d'une direction réaliste ! Une fois dégagée de dessous la chaîne de plomb du fascisme, le mouvement ouvrier peut même dans un délai relativement court faire un large bond. C'est seulement après ceci et seulement sous la direction du prolétariat que le mécontentement de la petite bourgeoisie pourra prendre un caractère politique progressif et établir une situation favorable pour la lutte révolutionnaire.

Les classes dirigeantes auront à se rencontrer avec l'envers de ce processus : en perdant appui dans la petite bourgeoisie, l'état fasciste se révélera un appareil d'oppression extrêmement incertain. Les politiciens du capital auront à s'orienter de nouveau. Les contradictions au sein des classes possédantes éclateront à l'extérieur. En face du front des masses passées à l'offensive, chez Hitler l'arrière se montrera incertain. Ainsi se formera une situation immédiatement révolutionnaire, qui annoncera la dernière heure du national-socialisme.

Cependant, avant que le prolétariat puisse de nouveau passer devant lui de grandes tâches, il doit faire le bilan du passé. Sa formule la plus générale est : les anciens partis ont péri. Une mince minorité d'ouvriers dit des maintenant : il faut préparer un nouveau parti. La mollesse répugnante de la social-démocratie et l'irresponsabilité criminelle du pseudo-bochevisme officiel flamberont dans le feu de la lutte. Messieurs les nazis ont parlé de la race des guerriers. L'heure sonnera, où le fascisme se rencontrera avec la race invincible des lutteurs révolutionnaires.

lectique du mouvement. Des impulsions favorables extérieures peuvent aigrir extraordinairement certains stades du processus : il n'est absolument pas obligatoire que la dépression traîne pendant des années comme en Italie ! Cependant, il est impossible de sauter par-dessus les étapes organiques d'une montée de masses. Accélérer, sans essayer de sauter — c'est ici tout l'art d'une direction réaliste ! Une fois dégagée de dessous la chaîne de plomb du fascisme, le mouvement ouvrier peut même dans un délai relativement court faire un large bond. C'est seulement après ceci et seulement sous la direction du prolétariat que le mécontentement de la petite bourgeoisie pourra prendre un caractère politique progressif et établir une situation favorable pour la lutte révolutionnaire.

Les classes dirigeantes auront à se rencontrer avec l'envers de ce processus : en perdant appui dans la petite bourgeoisie, l'état fasciste se révélera un appareil d'oppression extrêmement incertain. Les politiciens du capital auront à s'orienter de nouveau. Les contradictions au sein des classes possédantes éclateront à l'extérieur. En face du front des masses passées à l'offensive, chez Hitler l'arrière se montrera incertain. Ainsi se formera une situation immédiatement révolutionnaire, qui annoncera la dernière heure du national-socialisme.

LA SITUATION POLITIQUE EN FRANCE ET L'OPPOSITION DE GAUCHE

Thèses présentées par la C. E. de la Ligue pour la Conférence Nationale

Nous publions ci-dessous la première partie du projet de thèses politiques proposé à la discussion en vue de la Conférence Nationale de la Ligue Communiste. La fin paraîtra dans le prochain numéro ainsi que la résolution concernant la question syndicale. La discussion est ainsi ouverte dans l'organisation sur les documents présentés. Les articles de discussion présentés, les amendements, etc., seront publiés soit dans la Vérité, soit dans le Bulletin intérieur. Nos groupes recevront directement des indications plus précises concernant la marche de la discussion.

LE SECRETARIAT DE LA C. E.

I. — Situation et tâche de l'Opposition de Gauche (Ligue Communiste)

I. La Ligue Communiste, section française de l'O. G. I., poursuit en France la tâche de direction communiste du prolétariat, dénoncée et trahie par la fraction dirigeante de l'I. C. qui a passé des positions du bolchevisme (marxisme) à celles du centrisme bureaucratique opportuniste. La base programmatique et tactique formulée par les meilleures forces du prolétariat révolutionnaire au cours des quatre premiers congrès de l'I. C. (1919-1923) est la base de l'opposition de gauche. Les méthodes déterminées au cours de ces années, elle les utilise. Le but assigné à l'I. C. en 1919, elle le poursuit.

Après 1922-23, la vague révolutionnaire élémentaire de l'immédiate après-guerre a reflé. De nouvelles révolutions mûries et éclatées postérieurement ont été livrées à la défaite par la fraction centriste (stalinienne), multipliant ainsi les conséquences désastreuses de la contre-attaque de l'impérialisme. Tel fut le cas après les échecs en Allemagne, Bulgarie et Chine (1923-24), en Espagne (1926-27), puis en Espagne (1930-31) et enfin en Allemagne (1931-32-33). Ces défaites ont été le fruit d'une méconnaissance des principes du marxisme révolutionnaire, de l'évolution du centrisme bureaucratique vers l'opportunisme qui finit par nier les situations révolutionnaires et rejette la responsabilité de l'échec sur... les partis de conservation sociale (prise du pouvoir par le fascisme en Allemagne).

La Ligue Communiste s'est constituée pour défendre en France les principes et l'action du marxisme révolutionnaire. Internationalement, c'est l'opposition russe qui en 1923 a relevé le drapeau du marxisme. Dès 1928, les centristes, maîtres de l'I. C., décrétèrent l'exclusion automatique de tous les partisans de l'opposition de gauche. Ils déclarent « incompatible » l'appartenance à la fraction oppositionaliste et l'appartenance au Parti.

A partir de 1929 l'opposition s'organise en France. Dans l'avant-garde prolétarienne, dans les organisations ouvrières (syndicats, etc.), la plate-forme du marxisme révolutionnaire (bolchevisme) était en réalité quasi inconnue. A peine le P. C. avait-il éliminé les Frossard et Cie, à peine prenait-il position pour les principes de l'I. C. que la crise née dans le parti bolchevik russe entraîna ses contre-coups chez lui. Au 4^e congrès encore, en 1922, l'I. C. dut intervenir de toute son autorité contre le centre et les droitières (Frossard, Cachin, etc.) en soutenant une gauche faible et vacillante (Treint, Souvarine, etc.). Mais à partir du 5^e congrès, le P. C. français, dominé par l'appareil des différentes nuances centristes, n'est plus capable de contrôle, et ses réactions contre la bureaucratie restent embryonnaires, partielles et informelles. Le P. C. n'eut même pas le temps d'adopter un véritable programme communiste. Le congrès de Marseille, qui dota le P. C., tout juste fondé, de son programme, ne parvint pas, sur les questions essentielles (démocratie et dictature, question paysanne, question syndicale) à formuler une attitude qui sorte de l'équivoque ou des affirmations élémentaires.

Au fond la raison essentielle de cette croissance retardée du P. C. F., de son absence de maturité, du stigmate dans son activité de ses origines social-réformistes et centristes, fut le niveau peu élevé des luttes prolétariennes qui culminèrent dans la grève des cheminots de 1920, facilement poignardée par les social-patriotes. La faiblesse interne du P. C. naissant, son manque de caractère communiste, sa façon de choyer tout ce qui restait de syndicalisme-révolutionnaire, de phrase radicale, de peu de rigueur scientifique, fut une rançon payée par le prolétariat pour la victoire militaire de l'impérialisme français en 1918. La bourgeoisie alliée écrasant ses rivaux aida puissamment le chauvinisme qui engourdit les membres du prolétariat français. Les socialistes exploitèrent à fond ce répit et parvinrent à corrompre même le courant sain du prolétariat qui acclamait la révolution russe et la révolution internationale. Dans l'atmosphère de cette victoire, le wilsonisme servit d'agent au social-patriotisme. Ce n'est qu'à partir de 1919-1920, devant le rôle monstrueux de bourgeoisie contre-révolutionnaire internationale, joué par la bourgeoisie française (Balkans, Hongrie, Bavière, occupation rhénane, intervention en Russie) que le prolétariat se réveilla, que se précisa, avec l'aide de l'I. C., les idées communistes naissantes du mouvement ouvrier.

Tout cela explique assez pourquoi l'opposition de gauche lorsqu'elle posa en 1927 les premières pierres de la renaissance communiste, surgit dans un milieu entièrement décomposé, aussi bien du côté de la fraction dirigeante du parti — devenue, sous le signe du parti et à compromettre le communisme dans la classe ouvrière — que du côté des groupes oppositionalistes existants qui représentaient des nuances variées, éclatées qui combattaient le centrisme occasionnellement du point de vue de la gauche marxiste, mais plus souvent du point de vue de l'opportunisme, et, d'une façon générale, sans représenter directement l'action d'une fraction prolétarienne distincte.

Depuis la constitution de la Ligue communiste, qui publia la Vérité, les données du problème se trouvent modifiées. Un cadre et une plate-forme furent données au courant marxiste, aux couches les plus avancées du prolétariat, à celles qui sont dans et gravitent autour du Parti communiste. Mais on ne peut pas remplacer artificiellement l'expérience révolutionnaire directe du prolétariat. L'avant-garde ne peut se forger réellement que dans le cours objectif de la lutte. L'opposition ni le parti ne pouvaient et ne peuvent remplacer l'activité révolutionnaire propre de la classe, en l'éduquant à la manière livresque. Les divergences de principes entre l'opposition et le centrisme stalinien, confirmées par l'expérience internationale, devaient donc se vérifier au cours de l'action au sein des masses ouvrières, devant les yeux du parti et du prolétariat, sous le feu de la critique oppositionaliste. C'est en cela que consiste l'opération qui fusionne l'avant-garde, les cercles communistes les plus conscients, la sélection de tête, avec les couches prolétariennes entrant dans la lutte, expérimentant les principes et les cadres, revivifiant et élargissant les idées, éliminant les erreurs, apprenant la manœuvre et constituant peu à peu l'instrument décisif de la lutte — le parti.

Si la Ligue communiste n'a pu se relier directement, ni individuellement, ni par voie d'une fraction, à la gauche (ancien Comité de la III^e Internationale), des années de formation du parti communiste, c'est que cette fraction s'était affirmée impuissante même à faire vivre un noyau communiste vivant durant les années de croissance de la réaction stalinienne. Ce qu'elle a repris à son compte, ce sont avant tout les principes et la stratégie internationale élaborés par les quatre premiers congrès de l'I. C., c'est-à-dire l'expérience internationale du bolchevisme. Encore en 1928, au quatrième congrès, la majorité du parti français restait foncièrement ignorante de cette expérience et hostile à elle; ses cadres déclaraient que les « conditions françaises » étaient « différentes ». Le chauvinisme avait griffé sur le mouvement révolutionnaire. Rien d'effrayant par conséquent, si l'opposition française, qui trouva son impulsion et son appui naturel dans la fraction russe, au contact des plus grandioses événements révolutionnaires, défendant l'héritage des quatre premiers congrès contre le révisionnisme stalinien, ne trouva au début que de l'incompréhension et de l'hostilité dans les rangs du parti et parmi les groupes oppositionalistes figés stérilement dans la critique des méthodes du centrisme.

La Ligue Communiste s'appuya entièrement sur la Critique du programme de l'I. C., présentée au 6^e Congrès mondial par le camarade Trotsky. Or, l'immense expérience condensée dans cette Critique restait le livre fermé avec sept sceaux pour les ouvriers français. Voilà pourquoi la période initiale d'activité de la Ligue fut surtout un travail propagandiste, une recherche de tous les jours pour une liaison effective avec le noyau prolétarien vivant et sain dans le Parti, avec les ouvriers avancés dans les syndicats et ailleurs, pour la conviction et le recrutement quasi-individuel des meilleurs militants.

La Ligue Communiste, avec l'opposition internationale toute entière, s'assignait comme son but final le redressement du Parti communiste. Cette conception du redressement, de la renaissance du parti, n'était en rien formelle, il ne s'agit pas d'une tâche abstraite, théorique. Il s'agit d'un problème politique concret; organiser rigoureusement sur une plate-forme définie, la fraction de gauche communiste, composée non seulement de membres exclus ou non exclus, du parti, mais aussi de travailleurs qui n'avaient pas adhéré au parti.

Trotsky écrivait à l'époque: « Quant au gros des masses communistes, masses du parti et hors du parti, leur auto-détermination est encore entièrement à accomplir. Il s'agit donc de conquérir les masses. La lutte ne doit en revêtir qu'une plus haute intransigeance. On ne conquiert pas les masses par des allusions ou des demi-mots. La dialectique du développement est telle que l'on ne peut sauver l'Internationale du péril de la désagrégation fractionnelle que par un groupement hardi, ferme et intransigeant de la fraction internationale des bolcheviks-léninistes. » (1).

La tâche des bolcheviks-léninistes en France fut de grouper tous les éléments de gauche dans la Ligue, puis de vérifier le processus de croissance dans l'action quotidienne, de cimenter, préparer le noyau politique fondamental de la renaissance du Parti. Il ne s'agissait ni de « convaincre » l'appareil centriste, ni de se substituer au centrisme à la tête de l'appareil qu'il avait créé, mais littéralement de réorganiser le Parti tout entier, grâce à la fraction de gauche, fermement unie et organisée. La renaissance du Parti ne pouvait et ne peut signifier que la victoire des idées et des méthodes de l'opposition, leur application par le Parti dans la lutte grâce à l'appui de ses éléments prolétariens conscients, ne peut signifier que l'élimination du centrisme, cadres, idées et tactiques.

Ce processus s'accomplira-t-il dans les formes actuelles du Parti? Cette question se résout par la dialectique du processus réel des mouvements de classe et de leur réaction sur le Parti. Le redressement des partis de l'I. C. dans leur forme actuelle par la fraction de gauche, n'est concevable que pour autant que ces partis ne se sont pas compromis d'une façon décisive aux yeux de la classe ouvrière. Si, malgré l'action de l'opposition, les circonstances poussent le centrisme jusqu'à des capitulations décisives, seule reste ouverte à l'opposition la voie de la reconstruction d'un nouveau parti autour d'elle. C'est ainsi, par exemple, que la question se pose maintenant en Allemagne.

En France, un effort décuplé doit être fourni pour éviter à la classe ouvrière les désillusions, le désarroi, le découragement, la confusion, le désastre, parti dans lequel elle a placé historiquement son espoir de libération. La Ligue Communiste, fraction de gauche du Parti Communiste, quoique exclue, traquée, brimée, non seulement dans le parti, mais aussi dans les syndicats unitaires, qui ne sont qu'une succursale de celui-ci, lutte pour la régénération du Parti Communiste. La tâche essentielle ne consiste pas seulement à gagner et convaincre l'avant-garde, mais aussi le gros des masses ouvrières. S'imaginer qu'on peut redresser le parti par le « sommet », grâce à un jeu de l'appareil, en conquérant des votes, etc., c'est simplement de la naïveté. Le centrisme stalinien s'appuie sur un appareil conservateur d'une passivité inouïe, dont la mécanique est entièrement soumise à la bureaucratie soviétique. Les membres du parti n'ont pas confiance en cet appareil et le subissent à contre-cœur. Les combinaisons et les subterfuges, les manœuvres avec l'I. C. découragent les militants. La liquidation du « groupe Barbé-Celor », après les désastres de la « 3^e Période », resta l'exemple classique de la malpropreté bureaucratique, qui détruit le parti. La fraction de gauche propose au parti et à la classe ouvrière des solutions en tout indépendance: telle est l'attitude qui découle de la fois de la nécessité de poursuivre jusqu'au bout les possibilités historiques d'une renaissance du P. C. officiel, et de la nécessité de maintenir fermement la fraction marxiste organisée, arme de la régénération du parti ou éventuellement embryon du parti nouveau.

Dans les syndicats, dans les organisations ouvrières diverses, dans toutes les luttes ou actions ouvrières (grèves, élections, manifestations, mouvements de toutes sortes), l'opposition agit en proposant les solutions les plus progressives. Il ne s'agit pas de manifester à tout propos l'existence de l'opposition, comme fraction indépendante; il s'agit de lutter en toute occasion pour gagner à nos idées et à notre fraction les meilleurs éléments et groupements ouvriers, et, au premier chef, ceux qui militent dans le parti communiste. Agir dans la période de combat qui s'ouvre en sautant par dessus le parti, ce serait se vouer à l'échec. Agir en ne tenant compte que du parti sous

son apparence formelle équivaudrait à se lier les mains.

Ce n'est pas une vue abstraite de l'esprit mais une combinaison originale de circonstances historiques qui définit notre rôle. Ni le travail des pionniers de la I^{re} Internationale, ni le développement de la gauche dans la III^e Internationale, ni l'action des zimmerwaldiens avant la constitution de la III^e Internationale ne correspondent formellement à ce que représente et représente la position des bolcheviks-léninistes (opposition internationale); mais, au fond, la filiation est directe. L'Internationale Communiste était « l'héritière » de la première. L'opposition de gauche reprend le drapeau de la III^e Internationale, que les stalinien ont souillé dans le maréage opportuniste. La I^{re} Internationale est morte après la Commune; la II^e s'est suicidée en août 1914 et survécut comme instrument de l'impérialisme; la III^e s'embourba dans le centrisme vulgaire multipliant ses ravages par la puissance de propagande de la bureaucratie soviétique. L'opposition internationale reprend sur elle l'héritage glorieux de l'Internationale d'Octobre et s'en fait le défenseur contre les liquidateurs du centre et de la droite, et les social-patriotes. En Allemagne, par exemple, cet héritage ne peut être défendu que dans une lutte directe contre le parti stalinien. En France, nous défendons actuellement cet héritage dans les cadres de la fraction de gauche.

Les circonstances présentes exigent de la Ligue communiste un changement considérable dans ses méthodes de travail. Elle reste une fraction du Parti Communiste; mais le Parti Communiste lui-même est en exil. La politique de la direction est d'un opportunisme criminel (pacifisme, dissolution dans les comités et congrès semi-bourgeois, municipalisme, destruction des organisations syndicales, soumission servile aux intérêts nationaux de la diplomatie de Litvinov, ultragauchisme bureaucratique stérile, refus du front unique, etc.). Un courant d'ouvriers révolutionnaires, progressant vers les idées et les méthodes communistes, se heurte au mur du stalinisme; c'est donc à la Ligue de les accueillir, de les organiser et de leur faire connaître le programme communiste et de leur faire dans la lutte. On ne peut ignorer les ruines accumulées internationalement par le stalinisme: il faut adapter au déroulement des événements nos méthodes de rénovation, de reconstruction. Aujourd'hui, il serait criminel de fermer les yeux devant le discrédit où le stalinisme a jeté le parti. Il faut en tirer les conclusions: la fraction de gauche n'accomplira sa tâche qu'en apparaissant à tous les travailleurs comme un pôle de regroupement des forces révolutionnaires. Elle doit être le sens, dans la période actuelle, de notre action, dans tous les domaines (presse, syndicats, organisations diverses, etc.).

Les communistes, comme à tous les travailleurs, devons nous aider et diriger notre lutte révolutionnaire. Maintenant, elle en a laissé écraser d'autres. La continuation de la politique stalinienne amènera infailliblement l'écrasement du Parti Communiste français déjà dégénéré. Or, vous avez besoin du parti! C'est pourquoi il faut vous grouper dans la Ligue Communiste, défendre son programme, lutter pour empêcher le P. C. français de sombrer définitivement!

Une crise aussi profonde que celle qui secoue l'I. C., des événements d'envergure aussi colossales que l'écrasement du P. C. A. par le fascisme, devait provoquer une décomposition active autour du parti. Une série d'éléments qui collaboraient avec le parti se détachent de lui. Des courants petite-bourgeois, hypothésés par l'U. R. S. S., se détournent de l'I. C. vaincue. Typique est à cet égard l'évolution d'une série de leaders du « mouvement d'Amsterdam » du type de l'ex-radical Bergery. Ces mouvements auront leur répercussion aussi dans le P. C.

D'un autre côté, différents groupements (« cercle communiste démocratique », « Fédération Communiste indépendante de l'Est », etc...) lancent l'idée d'un « Nouveau Parti Communiste », ou tout au moins d'un nouveau parti « révolutionnaire ». Une polémique de principes sans équivoque devra avoir lieu contre ces groupements, qui se rattachent à divers titres à la droite; dans le meilleur des cas leur programme est le retour à une social-démocratie de gauche du type de l'avant-guerre. Leur destinée est le naufrage dans les eaux social-démocrates. En effet, leur critique est tournée entièrement contre le « stalinisme » des stalinien, contre « l'ultra-gauchisme ». Ils condamnent absolument la politique de l'I. C., mais ils restent perplexes devant la politique économique de l'U. R. S. S., revenant sur ce terrain aux banalités austro-marxistes. Ils dénoncent les résultats catastrophiques du centrisme en Allemagne, mais ont approuvé la tactique de Staline-Boukharine en Chine et en Angleterre. Leur proposition pour un nouveau parti s'appuie sur une révision dirigée contre les principes dirigeants du programme original de l'I. C. Ce communisme littéraire n'est qu'une variété duis le cadre de la tradition démocratique française des idées du groupe allemand Brandler. De là au municipalisme et aux conceptions journalistiques du parti de l'Unité Prolétarienne, il n'y a que la distance entre les situations locales et les hommes. Tous ces groupes représentent des résidus des courants droitières exploités par le centrisme. Leur prétention de « rénovation du communisme » est entièrement vaine et masque une évolution rétrograde du marxisme vers le réformisme et la démocratie petite-bourgeoise.

Le Parti d'Unité Prolétarienne, bien que groupant quelques noyaux ouvriers, ne végète en réalité que comme une mince clientèle électorale autour des municipalités et députés. Il est sans doctrine ni organisation. Il ne participe qu'aux consultations électorales.

Les principes théoriques et stratégiques élaborés par les quatre premiers congrès de l'I. C. ont une valeur et une efficacité internationales directes pour toute la période de déclin de l'impérialisme. Le glissement de l'I. C. vers le centrisme, qui a assuré jusqu'à présent la survie de l'impérialisme, et ses victoires nouvelles acquises sous la forme du fascisme et de la réaction militaire (Allemagne, Europe Centrale, Extrême-Orient) se traduit par leur abandon et leur piétinement. C'est de leur remise en vigueur que dépend la renaissance du mouvement communiste. Cela ne signifie pas que rien de l'œuvre des années 1919 à 1923 ne doive être complété. Au contraire, l'élaboration politique de l'opposition internationale fut et est l'enrichissement, le développement des principes de ces congrès à la lumière de l'expérience internationale ultérieure. Une série de nouveaux problèmes, de nouvelles crises ont surgi, mais tous ont trouvé leur explication et leur solution concrète dans le sens de la politique initiale de l'I. C. C'est dans cet esprit que la Ligue fait de la base de

principe de l'I. C. entre les années 1919 et 1923, développée par les travaux de l'opposition internationale (et russe avant tout), sa propre base d'action.

Dans l'étape actuelle, l'opposition ne représente pas seulement un pôle d'attraction pour le noyau prolétarien du parti. Elle devient aussi un pôle pour des couches social-démocrates évoluant vers le communisme, pour des groupements syndicalistes-révolutionnaires, etc... Quantités d'éléments repoussés par le centrisme stalinien sont attirés par la plate-forme communiste de l'opposition. C'est pourquoi la Ligue Communiste est en France la tendance communiste conséquente du mouvement ouvrier tout entier. Sur elle reposent de lourdes responsabilités dans l'organisation du grand parti nécessaire à la direction révolutionnaire du prolétariat.

II. — Les Classes sociales et leur évolution: bourgeoisie, prolétariat et classes Intermédiaires.

a) CONTRADICTIONS ECONOMIQUES FONDAMENTALES

Les rapports économiques du capitalisme en France ne sont ni des rapports très arriérés (ou combinés) comme l'étaient ceux de la Russie tsariste avant la Révolution et comme le sont actuellement en Europe ceux de l'Espagne ou des Balkans, ni des rapports aussi évolués et différenciés que ceux des Etats-Unis, de l'Angleterre ou de l'Allemagne, c'est-à-dire que la composition organique du capitalisme en France est moins élevée que dans ces pays. L'enchaînement impérialiste mondial présente en France une structure économique et sociale qui n'est ni parmi les plus faibles, ni parmi les plus fortes, mais parmi les plus composites. L'approche de la rupture d'équilibre est due non tant à la tension intérieure extrême, mais avant tout à la ruine de l'équilibre international — tel l'assure, qui, à son tour, entraîne une nouvelle tension des rapports internes.

La bourgeoisie, rompue aux manœuvres, escroqueries et trahisons de la démocratie capitaliste, n'est pas organisée en grands partis solides et homogènes. Elle reste dispersée en de nombreux groupements qui lui renvoient l'image de ses origines. Chose singulière, c'est sur les classes moyennes et la couche moyenne la plus étendue de la paysannerie que repose le plus important parti bourgeois organisé (parti radical-socialiste). Ici aussi il faut voir l'héritage d'une époque du passé qui pèse sur la situation présente. Quant au prolétariat, la social-démocratie travaille dans son parti et dans les syndicats réformistes à l'enchaîner aux intérêts les plus rétrogrades de la petite-bourgeoisie, tandis que le parti communiste, après l'avoir engagé dans la voie du marxisme révolutionnaire, s'acharne maintenant à le soumettre à la bureaucratie soviétique conservatrice.

Cependant cette situation des classes, sous-tendue par des rapports économiques donnés, se modifie dans une situation internationale d'un diapason bien plus élevé. Depuis la guerre impérialiste, la France est toujours tenue en-deçà du rythme mondial de la lutte des classes. Mais cela ne signifie pas qu'elle n'ait pas subi la pression de ce rythme. Ceux qui n'avaient pas compris la nature des rapports qui existent entre l'économie mondiale et l'économie française, ou plutôt la place réelle de l'économie française dans le tissu des contradictions du monde, se sont acharnés à présenter la France comme une île à l'abri des tempêtes internationales. Ce n'était là qu'une illusion. En réalité, le traité de Versailles et les traités annexes ont artificiellement doté l'impérialisme français d'une pseudo-indépendance et d'une supériorité politique et économique, qu'une usure patiente a révélé de plus en plus illusoire, comme en témoignent entre autres l'histoire des réparations. L'hypothèse sur les fruits de la victoire se révélait insolvable.

Depuis 1920 et, en particulier, depuis l'occupation déficitaire de la Ruhr en 1923, qui fut la tentative la plus cynique pour « faire valoir » cette supériorité, la marche des événements ramène peu à peu la bourgeoisie française en contact avec la réalité; bien loin de l'avoir rendue indépendante et souveraine, la victoire de 1918 l'a enchaînée sans remission à la décadence, aux heurts, aux crises de l'anarchie économique mondiale qui devait se développer inévitablement précisément sur la base des rapports internationaux dans des traités de Versailles. C'est ce que l'I. C. avait proclamé en termes irréfutables dès 1921 et 1922. (1)

Comme dans tous les grands impérialismes, c'est le capital financier, naissant et combinant les branches maitresses de la production et de l'échange, qui domine la vie économique du pays. Par des racines multiples, il pénètre toute l'activité économique, même la plus parcelaire et « indépendante ». Mais en situation comporte une série de particularités importantes qui donnent au capitalisme en France sa physiologie particulière.

On a coutume d'affirmer que la France est devenue après la guerre un grand impérialisme industriel, alors qu'avant la guerre c'était un pays surtout agricole où prédominaient les intérêts de la petite bourgeoisie. C'est par cette analyse que prétendait en partie se justifier la tactique centriste qui opposait unilatéralement et en toute occasion le prolétariat industriel, hautement concentré à l'image de la nouvelle industrie, à la « masse réactionnaire unique » de toutes les autres classes (bourgeoisie dirigeante et petite-bourgeoisie déclinante). Cependant, cette analyse très grossière n'était que partiellement juste et n'a permis ni d'expliquer le faible niveau des luttes de classes, ni la situation de la France dans la crise mondiale, ni enfin le ressort profond de la crise de la société capitaliste française dans l'époque d'après guerre.

Il est certain qu'après la guerre la production industrielle a prédominé sur la production agricole. L'ensemble des produits agricoles se montait en 1913 à 1.269.256 quintaux métriques, soit en 1926, il tombait à 993.034 q. m. (Pour le froment, les chiffres sont de 113,1 millions d'hectos en 1913 et 87,4 en 1930). Dans la même période, la production de combustibles minéraux (coke, houille) passe de 40.844 millions de tonnes (1913) à 55.207 en 1930 (2). La production de fonte passe de 5.207 millions de tonnes en 1913 à 10.098 en 1930. Ces modifications trouvent leur explication avant tout dans les rapines de la victoire de 1918. Elles devaient évidemment la mesure dans laquelle la direction politique de l'Etat s'est déplacée en faveur de la bourgeoisie industrielle et particulièrement du Comité des Forges, du Comité des Houillères, etc...

Cependant, des données plus générales permettent de constater ceci: le recensement de 1926 indique 20.750.131 habitants dans les communes rurales, pour 19.984.720 dans les communes urbaines, c'est-à-dire un nombre sensiblement égal. En 1929, on évaluait le revenu global annuel de la France à 22 milliards et demi sur lesquels l'agriculture représentait 41 %.

presque autant à elle seule que toutes les autres sources réunies : industrie, commerce, banques, placements extérieurs des capitaux, etc. (3)

Ainsi, une des caractéristiques du type économique de l'impérialisme français n'est pas la prédominance absolue tyrannique, du capital industriel, mais ce que les idéologues bourgeois ont appelé un « équilibre » dans les années de progression économique, et qui se révélera au cours de l'évolution et particulièrement dans la crise, comme un antagonisme, source de convulsions sociales profondes. Par un saut brusque, dû aux pillages de 1918 et aux reconstructions du Nord dévasté, l'industrie lourde française, déjà fortement impulsée par les fabrications de guerre, s'assure l'avantage sur l'agriculture (4) Celle-ci venait en sens contraire d'être affaiblie par le départ de millions de bras vers les tranchées, et la dévastation et la perte de toute la région du Nord et Nord-Est du pays. Mais ce déplacement, loin d'être le fruit d'une évolution « normale » avait un caractère forcé. L'agriculture était loin d'avoir suivi le développement technique de l'industrie, ni son processus combiné de concentration et de décomposition. Elle « résistait », exigeant une protection douanière très élevée.

Ni la guerre, ni l'après-guerre n'ont abolies ces dispositions ; elles ont considérablement accentuées. La crise agraire mondiale est venue saper la prospérité tranquille et conservatrice du village français. L'industrie, armée pour cela, s'est mise à exiger la consécration de sa suprématie, c'est-à-dire une protection en sa faveur, la baisse des prix des produits agricoles, le passage sous son contrôle de l'économie agraire, c'est-à-dire la ruine de la masse de la paysannerie petite et moyenne, qui est le bastion fondamental de la campagne. Ainsi, en fait « d'harmonie », « d'équilibre » et de toutes ces billevesées mises en circulation par les idéologues de la prospérité, l'analyse révèle un antagonisme, une lutte, qui comptent parmi les facteurs principaux de la révolution en France. Tel est l'un des aspects des contradictions du capitalisme français et sans doute l'un des plus gros de conséquences.

La paysannerie compte comme la masse principale de la petite bourgeoisie. Mais elle n'est pas seule. La grande industrie n'avait pas la direction économique exclusive, car elle n'était pas parvenue à briser les résistances de l'agriculture. D'un autre côté toute une fraction du capital financier puisait dans l'épargne de la petite bourgeoisie pour la convertir en prêts d'Etat, et sans fusionner complètement avec les intérêts industriels. C'est en cela que consiste le rôle usuraire de la banque française, qui fournit la base économique du rentier. Mais cette couche si nombreuse avant la guerre n'est plus, elle, considérablement affaiblie. Cette décomposition de l'économie usuraire, ou un grand rôle dans l'évolution récente des classes moyennes, et cela parce qu'elle met à nu les contradictions auxquelles se heurte le capital financier, puisant dans l'accumulation des classes moyennes au cours de son expansion à l'extérieur.

Les contradictions dans la métropole sont inséparables de la situation dans l'« Empire ». Or, l'empire colonial français représente surtout une puissante base militaire. Les colonies anglaises ont signifié pendant un siècle la maîtrise commerciale du monde par la Grande-Bretagne. Aujourd'hui la croissance de la bourgeoisie indigène, la poussée des masses populaires ouvrières, paysannes, artisanes, ont transformé cet empire en un exploit immense. Sans avoir eu la même histoire, les possessions coloniales françaises deviennent aussi la source des plus redoutables contradictions.

Les colonies françaises englobent 11.471.000 kilomètres carrés (France 551.000) ; elles ne sont peuplées que de 51 millions d'habitants (contre 40 millions pour la métropole) ; leurs ressources en matières premières nécessaires à l'industrie sont très faibles. Ce simple rapport de grandeurs marque la limite étroite dans laquelle, au point de vue économique, l'empire colonial français lui est d'un secours appréciable. Au-delà de cette limite, cet empire devient une lourde charge. Les impérialistes se valent d'organiser un système « autarchique » de production et d'échanges au sein de la « communauté coloniale ». Mais ce n'est là qu'un rêve. Au contraire, dans son développement, le capitalisme français, qui, pris dans son ensemble, est d'une faible composition organique, joue le rôle d'une puissante force centrifuge, non seulement à l'intérieur, mais plus encore dans les colonies. La base technique, industrielle et bancaire de l'impérialisme français s'est beaucoup développée depuis la guerre. Cependant, elle n'a servi que dans une faible mesure à renouveler la politique coloniale de la France. Les capitaux continuent à négliger les entreprises coloniales pour se diriger vers des pays plus développés et plus peuplés d'Europe ou d'Amérique. Et pourquoi cela ? (5)

L'exportation de capital, la politique d'expansion, des monopoles sur le marché mondial, sont le ressort fondamental de l'impérialisme. Mais cette politique correspond à un but bien précis : augmenter les profits. Or, l'exportation de capitaux français ne se fait pas principalement dans les colonies parce qu'elle ne serait pas suffisamment rémunératrice. La chasse au profit oblige le capital français à chercher sa rémunération dans l'Amérique du Sud, dans les Balkans, l'Europe Centrale, plutôt qu'à Madagascar ou en Indochine. La conquête coloniale française a miné, détruit des populations entières déjà misérables, végétant dans une économie agraire arriérée. Comment faire payer l'impôt, comment faire acheter, etc. ? La France s'est réduite à piller purement et simplement ses territoires, exigeant le travail forcé, volant les terres, établissant l'impôt naturel. Les banques françaises, liées au capital lourd, poussaient celles-ci à demander ses commandes massives aux Etats d'Europe et d'ailleurs capables de payer avec l'argent prêté par elles. Les banques d'affaires qui ne sont pas enchaînées à l'industrie préféraient, au nom des millions d'épargnants et de petits déposants, les prêts aux Etats ou aux villes, qui apportent, par rapport aux investissements coloniaux, des « garanties ».

Mais dans ces pays non coloniaux ou semi-coloniaux, la concurrence est âpre avec le capital anglais, américain, etc. C'est pourquoi en désespoir de cause, une partie de la bourgeoisie essaye de « se tourner vers les colonies ». Mais les résultats sont tout à fait médiocres (6). Ils consistent essentiellement en une augmentation des courants d'échanges entre les colonies et la métropole. Mais à son tour cette augmentation a déterminé toute une série de conflits aigus qui soulèvent les classes exploitées des colonies et dressent la petite bourgeoisie métropolitaine (crise du riz et de l'hévéa en Indochine, crise du blé et du vin en Afrique du Nord, etc.).

Ce n'est pas la seule conséquence. Car en même temps la périphérie « coloniale » française en Europe (pays agraires de l'Est européen) s'effondre ; les masses de capitaux englobés dans ces pays peuvent être considérées comme perdues, au même titre que les milliards prêtés au tsarisme sanglant. Et les masses prolétariennes s'y rebellent en permanence. C'est ainsi que par un choc en retour l'impérialisme français activera la lutte des classes et le bouleversement révolutionnaire à l'intérieur.

L'ébranlement de la structure de l'impérialisme français selon les lignes indiquées amène au premier plan, avec une acuité de plus en plus insupportable, l'antagonisme fondamental qui oppose le prolétariat au capital, à la bourgeoisie. Sur ce terrain, le capital n'a qu'une seule porte de sortie : l'abaissement systématique du niveau de la vie, la baisse du salaire de l'ouvrier. Chaque capitaliste voudrait persuader son voisin et concurrent qu'en améliorant les salaires il faciliterait la consommation, et par conséquent la résolution de la crise. Mais le capitalisme ne fonctionne pas en vue de la consommation, mais en vue du

profit. C'est pour cela que chaque patron réserve ce bon conseil aux autres et lutte énergiquement, quant à lui, pour réduire les salaires de ses ouvriers et améliorer ainsi d'autant ses prix de revient. Pris en bloc, le capitalisme agit de la même façon. Pendant toute la période à venir, l'offensive continue contre les salaires, traitements, indemnités, assurances, allocations, etc., marque l'accentuation de la tension entre la pression de la situation, économique et sociale, à l'intérieur et à l'extérieur, et la capacité et la volonté de résistance de la bourgeoisie. Cette tension provoque à son tour l'élargissement de la lutte entre le capital et le prolétariat, dont dépend en fin de compte l'issue de la crise.

Nous nous sommes limités aux aspects intérieurs de la crise du capitalisme français. Cependant, il est bien évident qu'aujourd'hui plus que jamais ces aspects ne sont qu'une partie de la réalité. La clé de l'évolution prochaine réside dans les rapports internationaux. Et ces rapports sont dominés par les Etats-Unis (7), qui présentent particulièrement en ce moment sur la position monétaire de la France. L'étude de ces rapports n'entre pas dans notre tâche présente. Mais on peut indiquer que la pression accentuée d'une part des Etats-Unis et de l'Angleterre, créditeurs et plus puissants, et d'autre part des victimes capitalistes de Versailles (Allemagne, Italie, etc.) poussera au paroxysme les contradictions signalées ici. A quel rythme, selon quels détours le processus s'accomplira, c'est ce qu'on ne peut déterminer définitivement à l'avance. A l'analyse continue de la faire.

Mais que reste-t-il alors de cet « équilibre harmonieux » dont les louanges n'ont pas varié depuis Bastiat et Proudhon ? La paix de Versailles n'a pas seulement préparé les foyers des nouvelles guerres mondiales, elle n'a pas seulement préparé le terrain pour les conflits internationaux qui se décident déjà par le fer et par le feu. Elle a aussi accumulé des explosifs dans les propres soubassements de la société française. Dans les caves de la Banque de France, il n'y a pas seulement l'or amassé ; dans cet or il y a aussi le matériel inflammable qui jettera en l'air l'édifice du « banquier du monde ». Versailles, « c'est le rêve délirant du petit bourgeois parvenu » (Trotsky). Au réveil, le rêveur se rendra compte qu'il n'a pas changé sa nature économique et sociale : il est le bourgeois moyen, encore arriéré, traînant derrière lui le poids d'une paysannerie endettée et protégée, une masse d'épargnants et de fonctionnaires angoissés ; il est en lutte avec les ouvriers qui se révoltent contre les conditions misérables d'existence qu'il veut imposer à toute la nation. La possession d'une métallurgie géante, la direction politique de la moitié de l'Europe, tout cela n'empêche pas qu'il est obligé de vivre sur la terre à l'ombre des géants réels : Angleterre, Etats-Unis, et d'affronter la rébellion des vaincus. La diminution du salaire, l'abrogation des A. S. pour l'ouvrier ; la baisse des traitements, la hausse des prix, l'inflation pour la classe moyenne, l'artisan, le fonctionnaire ; la ruine de la petite agriculture, l'hypothèque, l'endettement, la saisie pour le paysan, l'impôt écrasant pour tous les travailleurs du pays, voilà sa voie. Le prolétariat ne l'en détournera qu'en l'abaissant.

b) DEVELOPEMENT DE LA GRANDE BOURGEOISIE

A elle seule la grande bourgeoisie comporte déjà une série de contradictions qui échappent généralement à l'œil des observateurs stalinien. Aujourd'hui encore, la bourgeoisie française ne possède pas de grands partis organisés, centralisés, disciplinés, groupant non seulement le sommet des capitalistes, mais des masses adhérentes. Plus exactement, il n'existe qu'un parti de cette sorte, c'est le parti radical-socialiste. Mais le radicalisme ne s'est organisé en un mouvement ramifié que graduellement, dans la mesure où il n'est pas seulement un parti de la bourgeoisie dirigeante, mais aussi un parti de la petite-bourgeoisie, surtout agraire. La bourgeoisie anglaise avait les whigs et les torys. L'Amérique a les « machines » républicaines et conservatrices. En Allemagne et en Italie la bourgeoisie a maintenant le parti fasciste. En France, la bourgeoisie n'a encore que des groupes parlementaires. C'est actuellement un élément certain de faiblesse. La grande bourgeoisie de la troisième République n'a pu gouverner sous cette forme que parce qu'elle s'est appuyée sur le parti de la petite-bourgeoisie : le radicalisme.

Depuis son accession au pouvoir, en 1789, la bourgeoisie a toujours vécu sous forme de groupement d'intérêts qui agissaient au pouvoir d'une façon changeante et variée, selon les résistances rencontrées ; mais à cause de son origine même, de l'abolition radicale du féodalisme et de la noblesse foncière réactionnaire, de la constitution d'une immense couche moyenne paysanne, artisanale et intellectuelle post-dante, la grande bourgeoisie a résolu plus qu'ailleurs ses tâches grâce à la petite bourgeoisie, et grâce au propre appareil politique de cette classe intermédiaire. En général, la bourgeoisie gouverne toujours en s'appuyant sur les masses intermédiaires et ne peut pas faire autrement : ne représentant elle-même qu'une minorité dans la nation, elle ne peut réaliser sa domination démocratique (dans la phase où cette forme convient encore à sa domination) que par l'intermédiaire de couches moyennes populaires, qui lui assurent la stabilité : c'est le rôle que joua et que joue encore le radicalisme français.

Jusqu'aux années qui ont précédé la guerre impérialiste, le capitalisme présentait en France un caractère infiniment moins concentré et organisé qu'en Allemagne ou aux Etats-Unis. Le capital financier unissait d'une façon originale et retardataire le capital industriel et le capital bancaire. La Banque et la Bourse pour leur part conservaient une indépendance relative en partie parce qu'un de leurs points d'appui principaux étaient la masse des porteurs de fonds d'Etat (8) et des épargnants, phénomène qui est encore particulièrement accusé dans la période actuelle de la crise, où l'Etat ne songe qu'à soutenir les 20 milliards théoriques en faisant appel à l'emprunt et en partie parce que ses prêts allaient non aux entreprises industrielles, mais aux Etats étrangers.

La bourgeoisie industrielle pour sa part n'était pas organisée en immenses trusts comme ils existaient déjà en Angleterre, en Allemagne, en Amérique. En France, comme en Angleterre, la grande industrie moderne est issue directement et progressivement de l'artisanat. Mais, en France, cette industrie est restée accouplée à une petite propriété agricole relativement arriérée et qui représente aujourd'hui encore une moitié de la fortune nationale — alors qu'en Angleterre, elle a été dévorée par la grande industrie — ainsi qu'à une industrie moyenne, ces deux couches étant parmi les aliments permanents du grand capital. La bourgeoisie industrielle elle-même, en tant que classe dirigeante, a subi une évolution correspondante. Issue des manufacturiers, du Tiers Etat et pour une partie, de l'ancienne propriété foncière, par une évolution lente, elle ne s'est dégagée que très lentement des anciennes formes de sa domination politique. Jacobine, napoléonienne, monarchiste, républicaine, puis à nouveau napoléonienne après 1852, la bourgeoisie industrielle, rivale et alliée de la finance, a gagné le pouvoir toujours en s'appuyant sur les masses populaires, paysannes et petites-bourgeoises. L'Empire, la monarchie, la République, ce sont les formes politiques de gouvernement sous lesquelles la bourgeoisie a utilisé les classes moyennes. Au début du 20^e siècle et jusqu'aux années d'avant-guerre, l'industrie restait morcelée, peu concentrée, et travaillant surtout pour le marché intérieur. Jusqu'à présent, malgré les progrès accomplis après la guerre, les partis de la bourgeoisie constituent toujours un ensemble bigarré de « Fédérations », de Cercles, de Groupements, dont la base propre dans la nation est

faible, et qui se distinguent les uns des autres surtout sur l'arène parlementaire.

Jusqu'en 1850, aucune organisation. De 1850 à 1884 (loi sur les syndicats) quelques associations semi-officielles, sans contrôle véritable sur leurs adhérents. Depuis 1884 jusqu'à la guerre s'organisent le Comité des Forges, le Comité des Houillères, le Syndicat des produits chimiques, le Comité de la Laine, l'Association des Fabricants de tissus, le Syndicat de la construction mécanique, etc.

Mais les grandes unions ne furent véritablement créées qu'après la guerre : Union des Industries Chimiques, Union des Industries Métallurgiques et Minières, Fédération de la Mécanique, Union des Producteurs et Distributeurs d'Electricité, etc.

Qu'est-ce qui a obligé la bourgeoisie à franchir un pas en avant si important dans la voie de la concentration économique ? C'est avant tout le rôle qu'elle a été obligée de jouer après la guerre sur le marché mondial. La France est devenue un pays exportateur, non seulement de produits agricoles, de produits de luxe, etc., mais aussi de produits industriels, de machines, de produits chimiques, etc. Le système de Versailles lui a assuré une série de clients parmi les pays agraires de l'Europe orientale et balkanique, qui achetèrent d'ailleurs une partie de leur outillage industriel et militaire avec l'argent prêté par le capitalisme français. Cependant, par suite de sa victoire militaire de 1918 et de la sécurité politique relative des années qui ont suivi, la bourgeoisie qui parachevait son processus de concentration économique, qui façonnait ainsi sa structure à l'image de pays plus avancés, continuait à gouverner sous sa forme traditionnelle. Au Parlement, ni le Bloc National, ni le Bloc des Gauches, ni l'Union Nationale n'ont représenté autre chose qu'une association transitoire de groupements du grand capitalisme utilisant de façon diverse les dispositions de la masse des couches moyennes, particulièrement paysannes. A aucun moment ne s'est organisé un parti bourgeois, tel qu'en rêvent Tardieu et de Kerillis, qui s'empresserait de l'organisation du parti radical et du parti socialiste, sans comprendre que c'est justement grâce à ces partis, qui parvenaient à isoler les exploités de la petite bourgeoisie et de la paysannerie du prolétariat, que la grande bourgeoisie, malgré sa structure politique morcelée et défectueuse, parvenait à se maintenir si facilement au pouvoir.

Dans les batailles de l'avenir, cette situation particulière aux catégories dominantes de la bourgeoisie et qu'il importe d'avoir présents à l'esprit, jouera un rôle important. Aussi bien dans les mouvements révolutionnaires triomphants (octobre russe) que dans les contre-révolutions victorieuses (fascisme allemand), la résistance des classes bourgeoises ne se mesure par seulement à la puissance réelle du prolétariat organisé, à leur propre possibilité de se défendre avec unité et discipline, mais aussi à leur capacité de rester liées aux classes intermédiaires de la société contre l'aile prolétarienne.

La bourgeoisie française, encore routinière même dans ses groupements économiques centralisés les plus puissants, ne possède pas de grands partis unifiés et disciplinés. Les groupements nombreux qui se combinent au pouvoir représentent des intérêts morcelés. C'est de là que provient, au milieu des luttes entre les blocs d'intérêts antagonistes, et par suite du manque d'appui direct de la petite bourgeoisie, la tendance de la grande bourgeoisie à renforcer « l'Etat », à multiplier ses pouvoirs, sous la direction de l'industrie et des banques.

c) LA PAYSANNERIE

Prise en bloc, la paysannerie fait partie des classes moyennes, c'est-à-dire surtout de la bourgeoisie moyenne. Sa partie véritablement prolétarienne, directement intéressée à l'abolition de la propriété privée, est composée que des ouvriers agricoles, travailleurs dans les champs, dans les fermes, mines, etc. La grande masse est constituée de petits propriétaires travaillant en famille ou avec quelques aides, fermiers, métayers. Enfin, une couche numériquement peu importante est constituée de gros fermiers capitalistes, de hobereaux en général liés aux autres intérêts capitalistes. La masse de la paysannerie subit la domination du capital financier par l'intermédiaire du crédit agricole, des trusts d'engrais et des quasi-monopoles de ramassage et de distribution des produits. La petite propriété domine. La classification par superficie montre que 85 % des fermes est de 10 ha et moins (10). Il est évident que la productivité est petite, la limitation des parcelles réduisant le rendement à l'hectare. Quoique les investissements de capitaux aient augmenté après la guerre, la mécanisation (emploi de tracteurs, électrification, etc.) s'est surtout produite au profit de la couche supérieure des gros fermiers (qui disposent de plus grands domaines).

On peut classer la paysannerie dans les classes intermédiaires à deux titres. D'abord en tant que petite propriété soumise à la tyrannie des monopoles. Ensuite, en tant qu'elle travaille la terre et se trouve désavantagée par rapport au capital industriel. Prise dans son ensemble, l'agriculture reste arriérée, et c'est elle qui contribue en première ligne à donner à l'économie française toute son empreinte retardataire.

En tant que masse fondamentale de la classe moyenne française, la paysannerie a toujours joué un rôle politique de premier plan qu'il importe, particulièrement maintenant, de ne pas méconnaître. Historiquement, « la parcelle » a joué un rôle décisif dans une série de tournants de l'histoire de la bourgeoisie : elle montra sa puissance politique sous Napoléon, sous la Restauration, dans le rétablissement de l'Empire, dans son opposition à la Commune. Elle fit la force du radicalisme de la III^e République. A la veille de la crise de 1830, qui ouvre pour elle une nouvelle phase d'évolution, elle obtint le relèvement des tarifs sur les produits agricoles de 200 à 300 %.

Depuis la paysannerie constituée une couche politiquement instable par excellence : elle fut l'un des puissants leviers de la révolution d'octobre, elle a contribué deux fois à la consolidation de l'Empire en France. Comme la classe moyenne en général, elle est liée à la grande bourgeoisie, par le lien de la propriété privée : mais elle s'y oppose sans cependant faire coïncider ses intérêts avec ceux du prolétariat, car cette petite propriété est réduite à néant par l'hypothèque, par l'impôt, par la baisse des prix, c'est-à-dire par l'industrie, le capital financier et l'Etat.

Immédiatement à la fin de la guerre, dans l'ivresse chauvine de 1918, elle a aidé puissamment à faire la Chambre du Bloc National. Mais la politique de cette chambre la chassa à nouveau dans les bras du parti radical, et elle contribua largement à faire les élections « démocratiques » de 1924. Depuis le début de la crise de 1930, la masse paysanne s'est mise en mouvement à nouveau, et ses déplacements doivent être suivis avec attention (11).

La paysannerie n'a pas de parti propre. Il lui est impossible de conduire une politique indépendante. Cela s'est vérifié tous les jours, dans l'époque récente, à une échelle immense en U.R.S.S., en Chine, aux Indes, etc. Chacune de ses couches différentes cherche l'appui politique en dehors d'elle, et généralement dans les partis bourgeois. La « parcelle » a trouvé son appui le plus constant dans le parti radical-socialiste, qui représente ainsi directement non seulement le paysan moyen, mais aussi le capitalisme agraire et les catégories capitalistes qui heurtent le moins directement son intérêt (banques d'affaires, commerce d'exportation, etc.). Les gros fermiers vont aux partis de droite. Plus récemment s'est créé un parti agraire, qui prétend à son tour représenter les intérêts de toute la paysannerie et opposer le bloc

paysan à l'industrie, à la finance, mais surtout aux ouvriers. Cette tentative, vouée à l'échec en elle-même, a cependant un sens précis : fournir au capitalisme agraire une organisation de chantage sur le Parlement. Ce que représente le parti agraire, ce n'est pas directement le fascisme, c'est une organisation d'agitation réactionnaire parmi les masses. Peut-être y a-t-il chez ses dirigeants l'idée de donner réellement à la paysannerie le parti de ses destinées. Mais cette idée se heurte à la réalité sociale qui fait du paysan l'allié de la bourgeoisie ou celui du prolétariat, mais jamais un pôle indépendant de la lutte des classes.

Seuls, les ouvriers agricoles font partie du prolétariat. Comme eux, ils vendent au jour le jour leur force de travail. Ils sont le pivot de la lutte de classe à la campagne. Leur parti est le parti communiste prolétarien.

d) LA PETITE BOURGEOISIE

La paysannerie constitue la masse décisive de la classe moyenne en France. Mais elle est loin de la représenter tout entière. Avant la guerre, le rentier symbolisait le pilier de la classe moyenne, le type des « petites gens », le garant par excellence de l'ordre et de l'harmonie. Mais il a perdu ce rôle avec le franc à quatre sous. Nous avons affaire, sous le nom de classe moyenne, à une variété d'intérêts parcelaires, écrasés par les monopoles, ou vivant d'eux en parasites affamés. Dans ces catégories se rangent le petit commerce, l'artisanat, les employés, les professions libérales, les fonctionnaires, les ingénieurs, techniciens, etc. Bien entendu, par leur situation sociale, par leurs traitements, certaines catégories, de fonctionnaires par exemple, peuvent appartenir aux milieux de la grande bourgeoisie, sans toutefois être organiquement attachés à cette classe. Sur la base d'une large participation aux rentes d'Etat, ces milieux florissaient avant la guerre, et c'est de leur sein que surgissait l'« élite intellectuelle » du pays. Après la guerre, leur importance a beaucoup diminué (12). Non qu'elles aient jamais eu un rôle directeur, mais parce que leurs intérêts, morcelés, dénués et antagonistes par essence, se sont trouvés encore soumis plus étroitement sous la dépendance du grand capital. Autour du parti radical, une série de partis, tous plus ou moins d'étiquette socialiste, les recueille et représente leurs intérêts. Nombre d'organisations corporatives (fonctionnaires, commerçants, etc.), coopératives et mutualistes les groupent, et la grande bourgeoisie s'est habilement servie de ces organisations pour tenir en laisse la petite bourgeoisie. Non seulement une grande partie qui travaille sur de petits capitaux constamment aspirés par les monopoles, est fortement hostile économiquement aux groupements de la grande industrie et des banques, mais, d'autre part, elle concentre, dans ses catégories intellectuelles, le résidu des conceptions radicales, républicaines, de la bourgeoisie républicaine originelle. Plutôt qu'un déchet, le menu peuple et la petite bourgeoisie représentent en France des catégories sociales qui ont poursuivi la routine du siècle passé. C'est pour cela qu'on trouve chez elle un conservatisme peureux, le conservatisme par excellence, qui est vénéré sous l'espece sacro-sainte de l'héritage. La ruine et la misère auxquelles ces couches, qui bénéficièrent un instant de leur part ou butin de guerre de l'impérialisme français, sont vouées, font d'elles la proie du grand capital. Mais cette paupérisation peut aussi faire de certains groupes (techniciens, artisans, des auxiliaires indisciplinés de la classe ouvrière. Sous le régime capitaliste démocratique, dans la période de développement ascendant du capitalisme, ces couches ont été parmi les meilleurs soutiens du parti radical-socialiste et de tous ces petits partis parlementaires : parti socialiste français, républicains socialistes, etc. Mais l'émiettement de ces formations politiques est inévitable. Le parti communiste, qui ne peut avoir la prétention de gagner toutes ces catégories, doit cependant travailler à faire de toute une série d'entre elles des aides temporaires du prolétariat.

e) LA CLASSE OUVRIERE

Le prolétariat, comme la grande bourgeoisie, est la classe qui a subi depuis la guerre les plus profondes modifications.

Après la guerre, le prolétariat a été entraîné dans la grande vague de solidarité révolutionnaire avec la révolution d'Octobre. Il s'est aperçu à ce moment qu'il était profondément renouvelé. La guerre, masquant non seulement des paysans, mais des ouvriers par centaines de milliers, avait provoqué une rupture de continuité dans la situation du prolétariat. Des millions d'ouvriers nouveaux avaient été attirés dans la production. Des femmes en grand nombre s'y trouvaient. En général, la qualification avait diminué. Les jeunes furent rapidement incorporés en masse à la production. Enfin, avec l'essor industriel qui dura jusqu'en 1930, c'est près de trois millions de travailleurs étrangers et coloniaux qui vinrent se fondre dans le prolétariat français. Les grands bagnes industriels introduisirent l'usage du travail à la chaîne. Le fossé entre le travail qualifié et le travail non qualifié augmenta. Les ouvriers se trouvèrent groupés dans de grands centres, en cités entières.

Toutes ces nouvelles couches ouvrières, encore hétérogènes, ne trouvèrent pas l'occasion de grandes luttes qui les fusionne, qui haussent fortement leur conscience révolutionnaire. Pendant quelques années, la classe ouvrière bénéficia en partie de l'aisance artificielle où se trouva le capitalisme grâce au butin de Versailles. Mais ensuite, elle subit un abaissement systématique de ses conditions d'existence ; la rationalisation exigea un rendement accru, la hausse des prix était constante. Mais cette exploitation renforcée se fit par catégories distinctes, petit à petit, et sans rencontrer de résistance massive et décisive, bien que jusqu'en 1929-30 le chômage ait été quasi inexistant. Le prolétariat industriel était plus condensé qu'avant-guerre, mais aussi moins aguerri, renouvelé, sans expérience. Toutes les belles luttes qu'il livra (grèves contre la guerre du Maroc, solidarité) ne mirent pas au premier plan les problèmes du pouvoir. Elles ne mirent le prolétariat en branle que par catégories isolées. Cela se traduisit particulièrement dans la quasi-stagnation du mouvement syndical, groupant seulement 1/10^e des travailleurs du pays.

La structure modifiée de la classe ouvrière conserva cependant une série de traits anciens. La classe ouvrière reste encore étroitement liée à l'artisanat et à l'agriculture. C'est en partie pour cette raison que le chômage est longtemps resté invisible, absorbé qu'il était par la population artisanale et paysanne. Dans la classe prolétarienne se retrouve une série de traits qui distinguent l'économie tout entière.

En haut, se trouvent des couches d'ouvriers très qualifiés, personnel de maîtrise, etc. Leur idéologie dérive de celle du capital. Le patronat s'est occupé de leur donner des avantages matériels. Cette couche est bien distincte des anciens ouvriers qualifiés d'avant-guerre. Ils se sont cristallisés dans les années récentes comme les cadres de l'industrie rationalisée.

Ensuite viennent les ouvriers à statut (transports, arsenaux, gaz, électricité, services publics, etc.), qui représentent une proportion considérable. Les obligations de l'Etat ont facilité leur organisation syndicale. Mais précisément aussi pour cela, ils ont évolué assez indépendamment de l'industrie privée. Les ouvriers qualifiés et semi-qualifiés de l'industrie privée (mécanique, électro-technique, métallurgie, produits chimiques) constituent une masse analogue, que le patronat essaye de séparer des catégories plus exploitées.

(La suite dans le prochain numéro.)